

Fascisme... Fascistes... Fascisation.!

Voir Pages 10 et 11

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

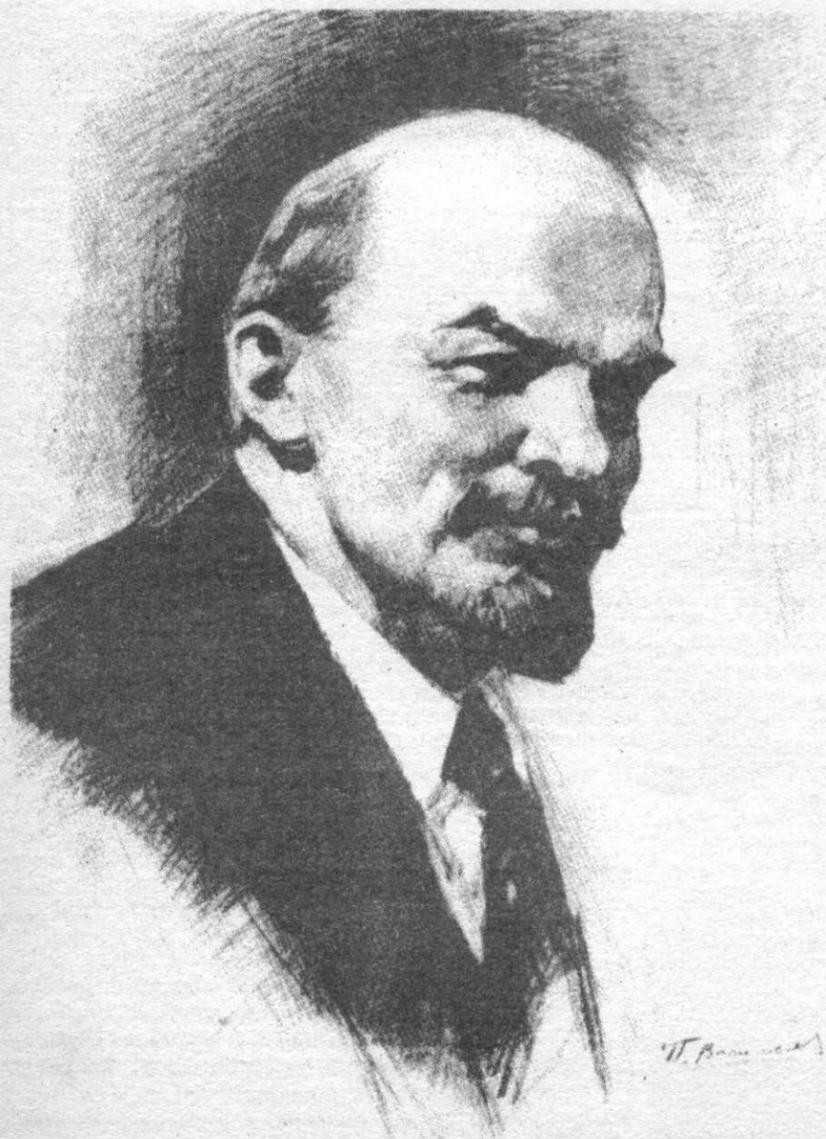
HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 55
JEUDI 9 AVRIL 1970

Le rôle décisif des marxistes-léninistes :

ORGANISER ET DÉVELOPPER

L'ACTION DES MASSES !



« ... Pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle **d'organisateur** (qui est son rôle **principal**), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuse... Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat... Dans de nombreux pays, y compris les plus avancés, la bourgeoisie envoie certainement et enverra des provocateurs dans les partis communistes. L'un des moyens de combattre ce danger, c'est de combiner avec intelligence le travail légal et illégal ».

LENINE

(La maladie infantile du communisme : le gauchisme).

SEMAINE DE LUTTES

PROLONGEMENT DES LUTTES

● **S.N.I.A.S. (Société Nationale Industrielle Aéronautique)**
A CHATEAU-BOUGON : La grève de la faim, entamée le 12 mars par quatre militants syndicalistes se poursuit. L'un des quatre grévistes de la faim est hospitalisé samedi. Mardi 31 mars, le personnel participe à plusieurs débrayages par solidarité avec les grévistes de la faim qui luttent pour de justes revendications. Jeudi 2 avril, les 3 autres grévistes de la faim sont hospitalisés. La lutte continue.

● **FABRIQUE DE BRIQUETS DUPONT (filiale de Silvermatch) A FAVERGES (Haute-Savoie)** : La grève avec occupation de l'usine se poursuit depuis le 18 mars, pour l'augmentation uniforme mensuelle des salaires de 100 F et la réduction du temps de travail.

● **STEIN-INDUSTRIE A PARIS 16'** : Les ouvriers monteurs des chantiers de province sont en grève depuis le 4 mars. Ils réclament une augmentation de salaire, actuellement, leurs salaires sont inférieurs de 30 % à ceux pratiqués dans la région parisienne, un plus grand nombre de congés mensuels payés permettant de voir leur famille.

● **MUSEES NATIONAUX** : Les gardiens du Louvre sont en grève depuis dimanche 29 mars, poursuivent leur mouvement revendicatif et s'opposent aux mesures du gouvernement réactionnaire d'utiliser les soldats du contingent à leur place. Passant outre le préavis de grève, les gardiens du musée ont décidé de poursuivre leur mouvement le mercredi 1^{er} avril. Le 3 avril, de nombreux gardiens de musées parisiens rejoignent dans la lutte leurs camarades du musée du Louvre.

● **NOUVELLES GALERIES D'ORLEANS** : les 320 employés se sont mis en grève vendredi dernier pour leurs revendications (80 F de plus par mois, prime de vacances, amélioration des conditions de travail, convention collective). Toutefois, les syndicats au service de la bourgeoisie ont réussi à faire reprendre le travail mardi; cependant la base pousse tellement à l'action qu'il est possible que l'action reprenne assez rapidement. D'autres magasins de ce même trust sont également en grève (Lyon-Valence-Quimper). Le mouvement peut s'étendre très rapidement à l'ensemble des 40 000 salariés des Nouvelles-Galeries.

● **RHODIACETA-BELLE ETOILE** : Grève de 2 heures par poste pour l'augmentation de salaire.

MARDI 31 MARS

● **S.N.I.A.S. AUX MUREAUX (Yvelines)** : Débrayages pour les salaires (salaire minimum à 1 080 francs), la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite (pré-retraite à 60 ans).

● **S.N.E.C.M.A. A CORBEIL** : Les travailleurs ripostent par des nouveaux arrêts de travail, suite à l'envoi de lettres d'avertissement individuelles par la direction, concernant les débrayages précédents.

MERCREDI 1^{er} AVRIL

● **ASCENSEURS GERVAIS-SCHINDLER VILLEURBANNE** : Grève pour les salaires.

● **METALLURGIE NANTAISE** : Débrayages d'une heure dans toutes les usines pour les revendications.

● **SIDERURGIE DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS** : Grève de plusieurs milliers d'ouvriers pour leurs revendications.

● **VILLE DE PARIS** : Les chefs éboueurs en grève se rendent à L'Hôtel de Ville pour exiger le relèvement de leur classification professionnelle. Les forces de répression interviennent pour faire évacuer les grévistes de l'Hôtel de Ville.

● **S.N.I.A.S. AUX MUREAUX** : Les débrayages tournant par atelier se poursuivent.

● **PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS** : A la mutualité, à Paris, 1 500 artisans et commerçants se rassemblent. A Lille, plusieurs centaines de commerçants et arti-

sans manifestent, ainsi qu'à Armentières, contre les conséquences de la politique de la bourgeoisie monopoliste. A Lille, 1 500 policiers furent mobilisés aux abords de la préfecture.

● **P. et T. A LYON, RECETTE PRINCIPALE** : 120 préposés défilent pour un samedi de repos sur trois, et pas de salaire inférieur à 1 000 francs.

JEUDI 2 AVRIL

● **SOCIÉTÉ PARENT D'ALBRET A MONTPELLIER** : 80 métallurgistes font grève deux jours (mercredi et jeudi) pour l'augmentation des salaires et pour la diminution de la journée de travail. L'union locale C.G.T. liquide la lutte.

● **ALSTHOM A BELFORT** : Débrayages de 2 000 métallos.

● **S.N.A.S.** : A l'usine de la Courneuve, débrayages des ouvriers horaires et manifestation dans les ateliers. A l'usine de Chatillon, débrayage des ouvriers de l'atelier de la mécanique A7; les ouvriers des ateliers A2 et A12 décident d'engager l'action.

● **BABCOK-ATLANTIQUE A LA COURNEUVE** : Débrayages des mensuels des services laboratoire, équipement et technique pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.

● **FEUDOR A LYON** : Débrayages de 2 ateliers.

● **CHANTIERS ET ATELIERS DE LA ROCHELLE-PALICE** : Arrêts de travail pour une augmentation horaire de 0,50 F.

● **BATIMENT DANS LES BOUCHES-DU-RHON** : Grève de 24 heures dans de nombreuses entreprises pour l'augmentation de 24 heures dans de nombreuses entreprises pour l'augmentation des salaires et d'autres revendications.

● **P. et T., CENTRE DE CHEQUE POSTAUX D'ORLEANS-LA SOURCE** : Grève de 24 heures des employés pour la réduction du temps de travail. Quant à l'administration, elle voudrait augmenter la durée du travail avec la mise en service électronique du centre de chèques.

VENDREDI 3 AVRIL

● **BERLIET** : A l'usine de Vénissieux, manifestation de 5 000 ouvriers et employés devant les bureaux de la direction, qui bloque la circulation sur la route d'Heyrieux. Aux usines de Montplaisir, Bourg, Saint-Priest, débrayages également, pour la prime de vacances et la prime de fin d'année.

● **S.N.I.A.S. A SURESNES** : Débrayages.

AUX CAMARADES SOUSCRIPTEURS,
AUX DIFFUSEURS ET ABONNÉS H.R.

Les sommes recueillies dans les souscriptions pour le Secours Rouge comme pour le soutien à H.R. ne sont pas comme nous l'ont demandé certains camarades des sommes que nous avons d'avance bloquées à un compte en banque mais sont utilisées au fur et à mesure de la parution du journal. Pour le Secours Rouge elles sont réparties aux familles et servent au soutien politique (tracts, affiches, avocats) de nos camarades emprisonnés, quant à la souscription pour H.R., elle sert au fur et à mesure des rentrées à régler les fournitures de papiers, composition, linotypie, photo, expédition du journal, etc. Nous demandons à nouveau à tous les C.D.H.R. de prendre fermement en main leur tâche de soutien politique à H.R. (envoi de bilan de C.D.H.R., de tracts et d'articles sur leurs luttes, d'articles de fond, etc.) et soutien financier par lequel le journal peut continuer à paraître et à augmenter notre influence politique dans les masses.

En avant vers les 15 millions

	Total précédent	114.195,10 F
P.J.F.	Paris-20'	20,00 F
T.G. pour les 15 millions	Bobigny	10,00 F
Sympathisant anonyme	Mondelieu	10,00 F
Fac lettres	Lyon	20,00 F
Un petit commerçant	Paris-19'	30,00 F
C.D.H.R. Réunion Pyrénées	Paris-20'	200,00 F
C. D. H. R. Versailles-Nord	Versailles	20,00 F
Un technicien	Val-de-Marne	20,00 F
Un travailleur	Toulon	2,00 F
F.H.	Hyde	50,00 F
F. et G.D.	Epinal	50,00 F
C.D.H.R. Convention	Paris	150,00 F
Pour un 16 pages permanent, un ouvrier	Rennes	13,00 F
Un jeune travailleur	Rennes	5,00 F
C.D.H.R.	Rennes	418,00 F
C.D.H.R.	Toulouse	20,00 F
Un ouvrier (à l'occasion de la diffusion d'H.R. sur un marché)	Toulouse	1,00 F
Un vétéran P.C.F.	Athis-Mons	100,00 F
P.C.	Clermont-Ferrand	100,00 F
Un vieux communiste	Miramas	10,00 F
Total général		115.444,10 F

SECOURS ROUGE

	Total précédent	1.223,56 F
Anonyme	Paris	58,50 F
C.D.H.R.	Issoudun	30,00 F
T.G. (ancien prisonnier politique de 40 à 43, pour la même cause)	Bobigny	10,00 F
G.D.	Bagnols-s.-Cèze	8,00 F
Un lecteur anonyme	Paris	4,00 F
cantine gare de Lyon	Angers	38,00 F
R.C.		
C.D.H.R. Réunion-Pyrénées	Paris-20'	100,00 F
D.R.	Paris	27,09 F
C.D.H.R.	Orly	100,00 F
Un camarade M.-L. à l'armée		20,00 F
M.J.	Paris-15'	100,00 F
F.H.	Hyde	50,00 F
Anonyme	Epinal	50,00 F
C.D.H.R.	Paris-15'	135,00 F
D.	Strasbourg	15,00 F
Ph. S.	Paris-19'	135,00 F
S.J.P.	Le Puy	50,00 F
H.F.	Lyon	65,00 F
Total général		2.219,15 F

AVIS A NOS CORRESPONDANTS
(ISOLES ET C.D.H.R.)

L'abondance de votre courrier cette semaine a placé le comité de rédaction dans l'embarras. C'est une excellente situation qui atteste des progrès sensibles de l'influence de « l'Humanité-Rouge », dans la classe ouvrière essentiellement. Nous nous excusons auprès de ceux, nombreux, dont malheureusement nous n'avons pu passer les envois dans le présent numéro.

Continuez dans cette voie, camarades et amis, grâce à vous la qualité rédactionnelle de notre hebdomadaire répondra de mieux en mieux à ce qu'en attendent les ouvriers et tous les révolutionnaires authentiques.

QUI SONT LES AMIS, QUI SONT LES ENNEMIS DE L'"HUMANITÉ ROUGE"?

Comme le savent nos lecteurs, le pouvoir tente par tous les moyens de briser la voix de notre « Humanité-Rouge ».

Le procès intenté contre notre journal doit venir au tribunal d'ici moins d'un mois. Son objet, sa raison d'être sera essentiellement de « frapper à la caisse ».

La police ne cesse d'intervenir pour empêcher la diffusion militante, en constants progrès, organisée par nos C.D.H.R.

Mais tous ces efforts de l'ennemi ne sont pas parvenus à leurs fins.

La semaine dernière « Le Monde », quotidien de la bourgeoisie prétendue libérale a été dans l'obligation de citer « L'Humanité-Rouge », mais ses manœuvres typographiques et informatives, pour en minimiser la portée, ont été d'une rare mesquinerie que seule explique la consigne de « retenue de l'information » à laquelle il se soumet.

Mais bien que nous résistions efficacement à tous ces procédés, amis lecteurs et camarades des C.D.H.R., la victoire n'en est pas pour autant définitive ! D'autres moyens de pression sont à la disposition de l'ennemi de classe. Il ne nous faut jamais oublier que nos ennemis les plus actifs, les plus habiles aussi, ne sont autres que les dirigeants du Parti révisionniste.

Afin que vous puissiez réfléchir à cette question, chercher à discerner comment d'autres assauts pourraient être livrés contre notre journal, nous vous rappelons ci-après ce qu'écrivait dans « l'Hu-

manité-Blanche », le 5 janvier 1968, Georges Marchais en personne :

« ... lors d'une réunion tenue salle Lancry, il y a deux ans, les pro-chinois étaient près de deux cents. La semaine dernière ils n'étaient qu'une trentaine. Encore faut-il souligner qu'ils se sont déchirés entre eux, puisque le soi-disant remarquable rapport du secrétaire n'a pas été adopté à l'unanimité, mais à la grande majorité. C'est que la lutte pour les places est plus chaude entre tous ces aventuriers qui entendent bénéficier au mieux des avantages financiers que leur procure le groupe de Mao Tsé-toung. La direction sortante n'a pu cacher que les groupuscules pro-chinois comptaient moins de cinq cent adhérents pour toute la France. Précisons encore qu'au Sud de la Loire, où certains journaux prétendaient qu'ils étaient les plus forts, ils en ont une centaine. Leur hebdomadaire tirait il y a deux ans à 45.000 exemplaires. Le dernier numéro a été édité à 18.000 et 93 % restent invendus... Depuis le premier jour, avec la plus grande fermeté, nous avons combattu les activités gauchistes et scissionnistes des « maoïstes » dans notre pays. Leur défaite nous réjouit profondément comme elle réjouit tous les travailleurs et démocrates qui nous ont fait confiance. Ils ne sont qu'une poignée. Nous continuerons de les combattre jusqu'à leur défaite complète dans l'intérêt de notre lutte en faveur du progrès social, de la démocratie, de la paix, du socialisme ».

Voilà qui est clair, camarades !
 Mais sous quelles formes, par quels moyens les

révisionnistes « continuent de nous combattre jusqu'à notre défaite complète ? »

Nous demandons à nos C.D.H.R. de se pencher sur cette question et de nous aider à y voir clair. Forts des renseignements qu'ils nous fourniront, nous pourrions mieux nous opposer à toutes les manœuvres qui visent à détruire notre journal ! Et qui sait si, à l'heure actuelle les révisionnistes ne jouent pas un rôle actif dans cette entreprise de démolition ?

D'autre part, en attendant ces éléments d'information, nous appelons tous les marxistes-léninistes authentiques et vigilants à préparer avec ardeur, dès maintenant, la grande vente de masse de notre

NUMERO EXCEPTIONNEL DU PREMIER MAI.

A son sujet nous pouvons annoncer dès maintenant qu'il comportera, outre d'autres articles et études qui seront décidés d'ici là, un reportage idéologique et politique intitulé « CHINE 1970, TRIOMPHE DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG » et la traduction intégrale d'une importante déclaration du Comité central du Parti Communiste d'Italie (marxiste-léniniste) sur le sujet « La ligne de masse du Parti par rapport aux luttes ouvrières ».

Camarades isolés ou des C.D.H.R., préparez dès maintenant cette grande vente de masse. Fixez vos objectifs. Passez vos commandes.

Contre tous ses ennemis, « l'Humanité-Rouge » vaincra !

ÉDITORIAL**Une Action exemplaire à Marseille****LA LUTTE DE MASSE DES TRAVAILLEURS DU PARC KALLISTÉ**

Il y a des aspects de la répression qui restent méconnus. On a le tort en effet de ne pas les révéler systématiquement.

Un exemple : nos correspondants de Marseille ont expédié à la boîte postale de « L'Humanité-Rouge » un troisième article concernant leur activité contre les expulsions, en faveur de la population ouvrière du Parc Kallisté. Nous ne l'avons pas reçu. Nous ne le recevrons sans doute jamais, parce qu'il a été « intercepté ».

Certes on pourrait penser que quelque postier membre du Parti révisionniste a été incité par ses dirigeants à détourner notre courrier. Le Parc Kallisté est situé à Marseille dans la partie la plus prolétarienne des quartiers Nord, celle où François Billoux, membre du Bureau politique du Parti « communiste » français recueillait naguère le soutien quasi unanime des très nombreux travailleurs du port habitant là avec leurs familles.

Mais il n'est pas non plus douteux que Marcellin, ministre de la matraque s'intéresse aussi à notre boîte aux lettres.

Dans le cas présent, il paraît plus probable que nous ayons été victimes d'un « prélèvement » opéré par la « direction des renseignements généraux du Ministère de l'Intérieur » qui, comme en font foi les « archives publiques de la Préfecture de police de Paris (A.P.P.) » pratique en permanence la « surveillance des correspondances de certains journaux et militants », en établissant chaque semaine un rapport comprenant :

a) une introduction donnant une vue d'ensemble de ces correspondances ;

b) un choix de copies de lettres, les originaux étant dans la plupart des cas, mais pas toujours, acheminés à leurs destinataires.

Pourquoi plutôt les services de Marcellin que ceux de Marchais, dans le cas particulier ?

Parce que l'enveloppe nous transmettant cet article contenait aussi des photographies des impacts faits par les balles de revolver tirées en direction de jeunes gens lors de l'intervention, manquée en définitive, de la police contre les habitants du Parc Kallisté.

Prochainement, nous serons malgré tout en mesure de publier et cet article et ces photographies.

L'action de masse de la population laborieuse de ce quartier de Marseille a un caractère exemplaire. Elle n'est pas l'unique fait de nos camarades à travers la France, mais elle mérite qu'on la prenne en considération. Parce qu'elle correspond très exactement à la ligne politique de « L'Humanité-Rouge », à la seule et exclusive ligne politique juste, conforme aux principes et enseignements léninistes et de la pensée-mao-tsétoung.

Dans notre numéro du 12 février dernier (n° 47) nous avons publié une page entière sous le titre « A Marseille : contre les expulsions, la population du Parc Kallisté s'unit à la base et dans l'action ». Notre correspondant achevait son article par cette phrase : « La lutte continue, elle ne fait que commencer. Nous vous tiendrons au courant. »

En fait, à cette époque-là, nos camarades, ouvriers de l'avant-garde marxiste-léniniste, n'en étaient encore qu'à l'étape de la propagande et de l'agitation. Leur tâche consistait à expliquer et à convaincre la masse des travailleurs du Parc Kallisté que l'action est possible et que, bien conduite, elle est susceptible d'amener de premiers succès.

Dans notre numéro du 26 mars dernier (n° 53), donc près d'un mois et demi plus tard, nous avons publié « la suite » sous le titre : « Marseille, Parc Kallisté : les exploités reculent. L'unité à la base et dans l'action annule une expulsion ! » Après la phase de propagande et agitation, nos

camarades étaient parvenus à organiser la masse des familles ouvrières, à les aider à diriger la lutte. Une grande victoire « de masse » était remportée. Une victoire de la violence de classe des prolétaires. Une victoire qui se situe sur le plan de la lutte « économique », « sociale », mais qui ne manquait pas de déboucher aussitôt sur une haute prise de conscience « politique » des travailleurs.

C'est cela la ligne que nous opposons à celle des spontanéistes de tous bords. Voyons ce qu'auraient fait, en semblables circonstances, les militants de la « gauche prolétarienne » par exemple, en nous fondant objectivement sur leurs activités habituelles. Ils auraient commencé par chercher le spectaculaire, haranguant les habitants dans un langage volontiers outrancier que ne comprennent pas et même n'apprécient pas les ouvriers. Puis, devant le faible écho de leur intervention, ils auraient lancé une vingtaine de leurs contre les bureaux de la société civile immobilière propriétaire des blocs d'immeubles, auraient saccagé quelques dossiers, cassé quelques vitres, éventuellement molesté quelque employé « chien de garde du propriétaire ». Les flics seraient arrivés sur les lieux après l'opération (aucune insinuation ici sur une collusion quelconque, mais simplement l'expression de la réalité), auraient interrogé et tracassé quelques locataires. Enfin pour couronner le tout, la « Nouvelle Résistance populaire » aurait balancé une pétition rudimentaire baptisée « cocktail Molotov » pour l'occasion, dans le commissariat de police... et l'expulsion de la mère de famille n'ayant pu payer son loyer aurait bel et bien été effectuée, sans qu'elle ne puisse se défendre efficacement. Menée par la G.P. cette action n'aurait en rien revêtu l'authentique caractère de la violence de classe du prolétariat, elle n'aurait été qu'une violence inefficace de type anarchiste, confuse, désordonnée, coupée des masses et sans nulle valeur exemplaire pour les travailleurs.

L'action de Marseille est par contre un exemple concret, vivant, que nos camarades analyseront certainement plus à fond pour nos lecteurs. Elle est un démenti cinglant à ceux qui prônent le « spontanéisme » contre « l'organisation », contre « l'autorité d'un parti », contre les « chefs », se plaçant dans la position de ceux que ridiculisait et fustigeait en son temps le grand Lénine, fondateur du Parti de type nouveau, théoricien génial des principes d'organisation qui portent aujourd'hui son nom.

Nous soulignons son importance, parce qu'elle répond aussi aux enseignements du Président Mao Tsétoung que nous ne rappellerons jamais trop dans nos colonnes : « Pour établir une liaison avec les masses, nous devons nous conformer à leurs besoins, à leurs désirs. Dans tout travail pour les masses, nous devons partir de leurs besoins, et non de nos propres désirs, si louables soient-ils. Il arrive souvent que les masses aient objectivement besoin de telles ou telles transformations, mais que subjectivement elles ne soient pas conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté ni le désir de les réaliser ; dans ce cas, nous devons attendre avec patience ; c'est seule-

ment lorsque, à la suite de notre travail, les masses seront, dans leur majorité, conscientes de la nécessité de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser ; sinon, l'on risque de se couper des masses. Tout travail exigeant la participation des masses deviendra quelque chose de tout à fait formel et aboutira finalement à l'échec si les masses n'ont pas pris conscience de la nécessité de ce travail, n'ont pas manifesté le désir d'y participer volontairement.

Deux principes doivent nous guider : premièrement, les besoins réels des masses et non les besoins nés de notre imagination ; deuxièmement, le désir librement exprimé par les masses, les résolutions qu'elles ont prises elles-mêmes et non celles que nous prenons à leur place.

« Le Front uni dans le travail culturel » (30 octobre 1944), Œuvres choisies de Mao Tsétoung, tome III.

DERNIERE MINUTE :

Nos 2 camarades d'Orsay, lourdement et arbitrairement condamnés en Appel.

Nos deux camarades d'Orsay qui avaient été condamnés « en flagrant délit » à deux mois de prison ferme pour avoir été trouvés en possession de pierres au métro Palais-Royal, ont comparu lundi en Appel ; défendus par maître Henri Leclerc, le tribunal leur a accordé le sursis, mais a prononcé une sentence d'une rare lourdeur : 15 mois de prison !

C'est là la marque d'une aggravation très sensible des peines infligées par l'Etat des monopoles aux militants marxistes-léninistes.

Le public, où se trouvaient de nombreux camarades a entonné « l'Internationale » en manifestant contre cette lourde peine à la fin de l'audience.

Il est indispensable d'accentuer partout notre juste lutte contre la répression.

Un livre indispensable pour un militant ou un ami du marxisme-léninisme et de la pensée-mao-tsétoung

LENINE

ET

L'ORGANISATION

Les problèmes de l'édification d'un Parti révolutionnaire prolétarien présenté par

Les Editions de la Commune de Paris

l'exemplaire : 6,00 F

(+ 2,00 F de frais d'expédition)

Règlement en timbres-poste ou par notre intermédiaire :

« Humanité-Rouge »

B.P. 134 - Paris-20°

C.C.P. N° 30-226-72 - LA SOURCE

Abonnez-vous...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
.....	abonnement pour
.....	l'étranger (par avion) :
.....	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

ALBERT :**CHOMAGE = MISÈRE !**

Licenciement, fermeture d'usine, chômage... Combien de fois ces mots reviennent sur le tapis ; combien de fois les travailleurs en sont les victimes !

Tout a l'air d'être tranquille, et tandis qu'on endort les travailleurs avec tous les instruments d'intoxication possible (presse, radio...), le capital, lui, ne dort pas : il continue à exploiter la classe ouvrière, il étend sa dictature, il licencie...

A ALBERT, c'est bien le cas ; et encore nous ne parlons pas des nombreux licenciements individuels pour une raison ou pour une autre, qui envoient des travailleurs grossir les files d'attente du bureau de la Main-d'œuvre et du chômage.

Chez DELPRAT, une cinquantaine de travailleurs viennent d'être licenciés alors que les intempéries se terminent. Selon certaines informations Delprat devrait licencier en tout 125 ouvriers sur ALBERT. Motif : il a des chantiers ailleurs et préfère embaucher sa main-d'œuvre sur place, car cela lui revient moins cher : pas de panier à payer aux travailleurs... De même chez Zanardi, on parle beaucoup des licenciements qui devraient se faire très prochainement.

Il n'y a aucun doute possible, CAMARADES, POUR LES PATRONS, LE TRAVAILLEUR EST DU BÉTAIL QU'ON TUE A LA TACHE, DONT ON SE DÉBARASSE LORSQU'IL N'EST PLUS RENTABLE.

A HYDRONORD, c'est l'usine qui vient de fermer ses portes, jettant sur le pavé des familles entières (80 travailleurs au chômage).

POURQUOI TOUT CELA ?

La première chose à savoir est que LE CHOMAGE EST INDISPENSABLE AU RÉGIME CAPITALISTE, ET PAR LA MEME, SOIGNEUSEMENT ORGANISÉ PAR LUI ET SON GOUVERNEMENT.

Ce gouvernement, nous le savons, n'est qu'un « Conseil d'administration » OU LES INTERETS DES GRANDS MONOPOLES FONT LA LOI ; là est bien l'une des caractéristiques de notre époque. Souvenons-nous, il y a encore quelques années, les commerçants, artisans et autres ne se plaignaient pas trop ; ils arrivaient encore à vivre et à faire des bénéfices. Maintenant, une grande partie d'entre-eux est mécontente devant leurs difficultés à tenir le coup ; combien, en effet, ferment boutique. Par contre, regardons comment les grands magasins se développent, avec du reste, de grandes facilités accordées par le gouvernement des monopoles (déduction d'impôts...); et à Albert, nous avons Prisunic, Nova et Coop. La même chose se produit dans les usines, le gouvernement des monopoles FAVORISE LES MONOPOLES, tandis qu'il fait tout son possible pour LIQUIDER LES PETITS ; car les monopoles ont des appétits d'ogre ! Leur premier objectif est de liquider les petites et moyennes entreprises, leur second, d'installer un pouvoir encore plus dur.

En effet, lorsque les monopoles contrôleront la totalité de l'économie, lorsqu'il n'y aura plus de petites entreprises, leur dictature sera COMPLETE : les prix seront contrôlés par ces trusts qui les augmenteront comme bon leur semble, et surtout, ils feront la loi sur les salaires des travailleurs : ils embaucheront qui ils veulent et jette-

ront sur le pavé tous ceux qui ne sauront pas leur plaire.

Le chômage est un PILIER du régime capitaliste, et ce dernier veille sans-cesse à avoir à sa disposition une masse de chômeurs plus importante. Cela permet aux patrons :

- 1) de faire planer une certaine peur sociale ;
- 2) d'exercer leur dictature de façon plus féroce :

— rogner les salaires ;
— mettre à la porte les travailleurs qui leur déplaisent...

Car pour les patrons, il faut toujours PRODUIRE PLUS ET MOINS CHER ; c'est-à-dire AUGMENTER LES CADENCES... ET PAYER LES OUVRIERS LE MOINS CHER POSSIBLE, d'où l'utilité du chômage afin de FAIRE PRESSION sur les travailleurs.

Comme nous venons de le voir, le chômage est une des armes des patrons. Il convient donc de lutter contre le chômage de la façon la plus énergique, en exigeant dans l'immédiat :

- PAS DE FERMETURE D'USINE, PAS DE LICENCIEMENT ;
- RETRAITE A 60 ANS POUR LES HOMMES, A 55 ANS POUR LES FEMMES ;
- 40 H payées 48, POUR TOUS, IMMÉDIATEMENT...

Cela cependant demeure nettement insuffisant car IL NOUS FAUT SUPPRIMER LES CAUSES DU MAL ; c'est-à-dire SUPPRIMER LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE ELLE-MÊME, INSTAURER LE SOCIALISME.

Or, au lieu de réaliser cette tâche, les dirigeants et l'appareil du P.C.F., parti dégénéré et révisionniste, ont tout fait et font tout ce qui est possible pour PERMETTRE À LA BOURGEOISIE DE MAINTENIR SA DICTATURE, en échange de quelques strapontins au parlement.

Par conséquent, NOUS NE DEVONS PAS COMPTER SUR EUX, et nous avons pour première tâche de CONSTRUIRE ET CONSOLIDER UN PARTI ET UN SYNDICAT OUVRIER.

Bien sûr, cette tâche sera longue et difficile à accomplir ; mais la classe ouvrière est un grand réservoir de courage et de volonté ; la classe ouvrière saura reprendre en main son destin et construire les organisations qui lui sont nécessaires.

Nous, COMITE DE LUTTE, avons pour ambition d'appeler la classe ouvrière à s'organiser et à se défendre face à la dictature des patrons ainsi que la trahison des partis et syndicats qui se disent à son service, mais qui en fait ont abdiqué dans leur tâche d'émanciper le prolétariat.

Nous, COMITE DE LUTTE, nous appelons chaque travailleur, chaque mère de famille, chaque étudiant, lycéen... à REJOINDRE NOS RANGS pour construire un monde meilleur.

Le capital ne dort pas, nous devons donc veiller !

CAPITAL = MISÈRE = CHOMAGE !.. SOCIALISME = TRAVAIL = JUSTICE !

A BAS LA DICTATURE DES PATRONS !

LUTTONS !

Extrait du n° 2 de « En avant », bulletin du comité de lutte marxiste-léniniste

FRONT OUVRIER**AMIENS : A DOUBLE SIX****UN SALAIRE DE MISÈRE POUR DES CADENCES INFERNALES !**

L'usine « Double Six » d'Amiens fait partie d'un trust textile puissant qui regroupe plusieurs dizaines d'usines en France et en Europe, allant de la fabrique de tissu, jusqu'à la confection de la chemise de luxe.

Une des caractéristiques de l'usine d'Amiens et que la grande majorité du personnel est constitué de jeunes filles.

En effet, vu les conditions de travail et la maigreur du salaire, on ne reste pas longtemps dans cette sale boîte !

D'ailleurs, pour le patron, l'exploitation des apprenties est beaucoup plus rentable.

En effet, pendant deux ans, l'apprentie percevra environ 370 F par mois pour une production équivalente aux 2/3 d'une ouvrière qualifiée. Si l'apprentie produit, elle aura droit à des primes, mais ATTENTION : elle ne pourra les percevoir que 2 ans après son entrée, sur un livret de caisse d'épargne.

Par contre, si elle ne produit pas assez, elle ira se faire la main dans une salle non aérée et humide, qui est un véritable bagne.

Le seul moyen de ne pas y aller, c'est... produire, produire, produire, pour le patron évidemment !

A « Double Six », ce qui compte, c'est la productivité, ce n'est pas la santé des ouvrières, le patron, lui, ne craint pas la dépression nerveuse, ni les allergies au velours et au nylon.

Pour l'augmentation des cadences, pour la « rationalisation » du boulot, le patron ne lésine pas. (C'est pas comme pour les salaires).

Des techniciens, chronométrant au 100^e, sont chargés d'améliorer la production, de transformer l'ouvrière en machine, en robot.

On va d'ailleurs agrandir le service « psycho-technique » qui a déjà à son actif le travail en musique ; grâce à celui-ci, la production passe de 100 à 130 (comme dans les étables suédoises). Comme l'avouait récemment le patron : « A ma majorité, mes parents m'ont donné à choisir entre la gestion d'une usine et celle d'une ferme ». Certainement qu'il confond, car il nous traite comme du bétail !

Toujours pour améliorer la productivité, et aussi pour diviser les ouvrières, près de la moitié du salaire est constitué par des primes de production, de qualité et d'assiduité pour les apprenties.

Cette exploitation est possible grâce à la jeunesse du personnel qui ne reste pas, à l'inaction et à

l'attitude de collaboration de classe du syndicat majoritaire : F.O.

Ouvrières de Double Six, ne nous laissons pas faire !

Unissons-nous à la base, rejoignons le conseil ouvrier.

Contre :

- Les cadences infernales ;
- les salaires de misère.

Exigeons :

- L'intégration des primes dans un salaire fixe et garanti ;
- un salaire au moins équivalent au SMIG pour les apprenties ;
- des conditions de travail plus humaines.

Conseil ouvrier d'Amiens.

58^e CONGRÈS DE L'U.N.E.F. :**UN CARREFOUR**

Nous publierons la semaine prochaine un compte rendu détaillé sur le 58^e Congrès de l'U.N.E.F. qui vient de se tenir à Orléans. Mais d'ores et déjà, on peut dire que ce congrès marque un tournant dans le mouvement étudiant. Il marque en fait l'incapacité des structures centralistes traditionnelles à encadrer réellement un mouvement de masse qui les dépasse par tous les bords. La crise de direction à l'U.N.E.F. est le reflet déformé de cette polarisation du mouvement entre une gauche révolutionnaire qui ne pourra s'unifier que sur la ligne de Front Uni et une droite trotskiste-révisionniste de plus en plus discréditée. L'U.N.E.F. va devoir choisir entre ces deux orientations, sous peine de se retrouver bientôt complètement éclatée.

La présence importante des marxistes-léninistes et des militants Front Uni qui placèrent d'emblée ce congrès sous le signe de la lutte contre la répression en faisant adopter une motion de soutien aux emprisonnés politiques, et qui, par la suite, n'ont pas cessé de concentrer leurs coups sur les traités révisionnistes de l'U.E. « C. » et du « Renouveau » dont ils demandèrent l'exclusion, dénote la vivacité du courant de reconstruction de l'organisation nationale des étudiants sur les bases de Front Uni Révolutionnaire.

L'accueil chaleureux qui fut fait à la délégation albanaise par les délégués marxistes-léninistes et F.U. symbolise, d'une certaine manière, la vitalité de cette gauche révolutionnaire et un prochain triomphe sur la droite révisionniste.

Correspondant H.R.

Classe ouvrière contre monopoles !

NICE : LUTTE VICTORIEUSE CONTRE LES EXPULSIONS !

A l'initiative des militants du CDHR du quartier Saint-Augustin, et à l'exemple des camarades de Marseille au Parc Kallisté (cf H.R. n° 53), les habitants des Moulins ont mené une lutte exemplaire contre les expulsions.

Dès que nous avons appris que des familles étaient menacées dans

les H.L.M., nous avons constitué, avec des habitants de la cité, un *comité front uni*, contre les expulsions.

Le comité a élaboré un plan d'action pour que la masse des habitants participe à la lutte.

1) Diffusion du tract suivant :

ON VEUT NOUS JETER A LA RUE OPPOSONS-NOUS AUX EXPULSIONS !

Depuis plusieurs années, des saisies de meubles ont lieu dans la cité.

L'huissier, maître Durand a commenté son sale boulot. **LES EXPULSIONS SONT POUR BIENTOT...**

Des familles nombreuses sont menacées. Celui qui ne peut plus payer son loyer EST JETE A LA RUE et SES ENFANTS AVEC...

Un des cas particulièrement scandaleux est celui de la famille YVORRA.

Le père est tombé en demi-solde (soit 46 000 anciens francs) après un accident de service non reconnu par l'administration des hôpitaux. L'administration ose encore faire des retenues sur son demi-salaire, ce qui fait que la famille n'a plus que les **allocations familiales** pour vivre. **Il y a CINQ enfants dont DEUX INADAPTES...** En ce moment même, la mère est à l'hôpital Pasteur où elle va subir une grave opération chirurgicale... **ET C'EST LE MOMENT QUE L'OFFICE DES H.L.M. CHOISIT POUR ENVOYER L'HUISSIER!**

A partir de demain matin, mercredi 25 mars, les meubles de la famille vont être saisis. Et dans HUIT jours « L'EXPULSION AURA LIEU SUR SIMPLE ORDONNANCE DE REFERE ». **NE LAISSONS PAS JETER CETTE FAMILLE A LA RUE ! CE SERAIT UN VERITABLE CRIME !**

Dans la cité, il y a de nombreuses familles dans le même cas.

TOUS ENSEMBLE, OPPOSONS-NOUS AUX EXPULSIONS !

Déjà un *comité front uni* contre les expulsions a été constitué. Que tous ceux qui sont menacés, que tous ceux qui veulent lutter et les aider prennent contact avec nous, TOUR 14, DAUPHINE, 5^e étage, chez YVORRA, appartement 87.

Habitants de la cité, ne restez pas indifférents ! Avec l'austérité, la vie chère, le chômage de « la nouvelle société » personne n'est à l'abri... NOUS POUVONS TOUS NOUS TROUVER DEMAIN DANS LA MEME SITUATION... LUTTONS TOUS ENSEMBLE.

2) Prises de paroles à la sono, sur les places de la cité et même de la fenêtre d'un appartement d'une famille menacée. Bombages à l'intérieur de la cité.

3) Lancement d'une collecte avec enquête pour découvrir toutes les familles menacées (la cité compte 1 750 familles).

Il faut noter que les militants H.R. avaient mené, depuis plusieurs mois, une propagande patiente et systématique, sur la cité. En partie grâce à cela, une mobilisation extraordinaire a pu être faite; la masse des travailleurs de la cité était déterminée à descendre pour s'opposer aux expulsions par

tous les moyens; plusieurs familles ont caché, dans leur appartement, des meubles appartenant aux familles menacées; les enfants des familles en question ont été pris en charge; les portes s'ouvraient, les gens allaient les uns chez les autres; les travailleurs exposaient leur rancune et leur haine contre tous les exploités; un magnifique mouvement de solidarité prolétarienne a secoué la cité, et les travailleurs ont senti leur force quand ils se sont unis.

Devant cette mobilisation, l'administration des H.L.M. reculait: voici le second tract diffusé par le comité:

PREMIER REcul DE L'ADMINISTRATION

Habitants de la cité HLM des Moulins beaucoup d'entre vous ont manifesté leur solidarité à la famille Yvorra. Une quête a débuté et déjà 240 F ont pu être recueillis pour la famille... Mais surtout, la mobilisation de toute la cité, les diffusions de tracts, les prises de parole avec le haut-parleur commencent à faire reculer l'administration: le directeur de l'office des HLM a déclaré que les poursuites étaient pour l'instant suspendues, mais ceci n'est qu'un premier pas. La famille Yvorra n'a pas de preuve écrite que les poursuites ont cessé. Nous devons tous rester mobilisés, surtout que le cas Yvorra n'est pas isolé. Beaucoup d'autres familles sont menacées, elles aussi, d'expulsion à partir de mardi prochain 31. Par exemple, Madame

EMMANUELLI, Tour 15, 5^e étage; elle vit seule avec deux filles, dont une diabétique, elle est au chômage depuis six mois, et les trois personnes n'ont que 180 F par mois pour vivre! Comment pourraient-elles payer le loyer? L'administration ne verse même pas les allocations familiales pour la fille malade. Et pourtant, la famille est menacée d'expulsion pour mardi prochain, alors que le retard n'est que de 2 mois!

SOLIDARITE AVEC LA FAMILLE EMMANUELLI !

SOLIDARITE AVEC TOUS CEUX QUI SONT MENACES D'EXPULSION ! NOUS NE LAISSERONS PAS JETER CES FAMILLES A LA RUE !

Le comité front uni contre les expulsions.

Le travail de mobilisation continuait, la collecte permettait de régler un mois de loyer à la famille Emmanuelli, qui pouvait alors se libérer de la menace d'expulsion, et presque un mois à la famille Yvorra.

Le lendemain, nouvelle victoire: une lettre des H.L.M. venait confirmer l'arrêt des poursuites contre la famille Yvorra.

Ce succès contredisait les prédictions démolitionnistes d'un membre du P.C.F., lui-même menacé d'expulsion et pourtant défaitiste, sans confiance dans l'action des masses, à cause de la ligne électorale et pacifiste du P.C.F., que nous n'avons d'ailleurs pas rencontré en tant qu'organisation, au cours de la lutte.

Lorsque le peuple s'unit et lutte, les réactionnaires s'affolent: l'of-

office des H.L.M. parle d'une « organisation politique qui a entrepris de paralyser le fonctionnement de l'office! ». Les gaullistes délèguent leurs valets pour essayer « d'arranger les choses » tout en calomniant les marxistes-léninistes accusés « d'exploiter la situation », de « salir les murs de la cité », « d'abuser de la crédulité publique », etc...

Mais que peuvent comprendre les réactionnaires à l'action des communistes qui se mettent au service du peuple? Ce qui compte pour nous, c'est la confiance des travailleurs; quant aux réactionnaires, ils seront balayés. Déjà, les travailleurs et les jeunes de la cité s'organisent en prévision des luttes à venir contre le capitalisme exploiteur qui n'hésite pas à jeter les familles à la rue.

C.D.H.R. St-Augustin, Nice.

PLUS DE BIDONVILLE A NOISY !

Non à l'expulsion sans relogement !

Depuis maintenant deux semaines, les militants du Comité de Défense de l'Humanité Rouge ont lancé une campagne d'information sur le bidonville de Noisy-le-Sec où logent une soixantaine de Yougoslaves. Mais cette campagne d'information et de défense des travailleurs Yougoslaves ne plaît pas à tout le monde.

Notamment la municipalité et les dirigeants du P.C.F. nient totalement l'existence du bidonville qui se situe *Sente du Trou Morin*. Aussi, quand les militants du Comité de Défense de l'Humanité Rouge ont exposé sur le marché un plan de la ville et des photos du bidonville, ils se sont rapidement fait agresser physiquement par deux militants du P.C.F., qui ne voulaient pas que la vérité soit connue.

Curieuse façon pour le P.C.F. que de défendre des travailleurs mal logés.

Curieux « communistes » que ceux qui décrètent « il n'y a pas de bidonville à Noisy », alors qu'il y en a un !

Voilà bien le visage du P.C.F. d'aujourd'hui, qui est tellement à court d'arguments politiques qu'il doit recourir de plus en plus au terrorisme individuel. Mais cette force physique n'est qu'une force apparente. Derrière les gros bras il y a une faiblesse politique réelle: nombreux sont ceux qui ont condamné cette agression; et même à l'intérieur du P.C.F., les communistes sincères ne sont pas sans se demander si les dirigeants font bien leur travail de communistes...

Mais même si les dirigeants du P.C.F. ont décidé de prolonger leurs agressions et leur chasse aux sorcières vis-à-vis des marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, nous continuerons nos efforts pour défendre les travailleurs français et étrangers mal logés; nous nous efforcerons de les unir à la base et nous appelons chacun et chacune à s'unir dans l'action, pour faire reculer le capitalisme, responsable de la misère des masses laborieuses.

UNITE A LA BASE CONTRE LE CAPITALISME !

UNITE DANS L'ACTION CONTRE LE CAPITALISME !

DES LOGEMENTS DECENTS POUR TOUS !

Si notre campagne d'information ne plaît pas aux dirigeants du P.C.F., il y en a d'autres aussi qui ne sont pas satisfaits; les flics.

Aussi, dimanche dernier, alors que des camarades communistes et non communistes apportaient des vêtements aux travailleurs yougoslaves et leur donnaient les dernières informations sur la campagne, l'une des roulettes à Marcellin est venue faire une descente. (A signaler que ces gendarmes venaient de la gendarmerie de Noisy, donc le bidonville est bien à Noisy).

Le motif? Aucun, mis à part la traditionnelle vérification d'identité.

Le motif réel? Coincer des marxistes-léninistes et des progressistes. Pour cela les flics emploient tous les moyens, toutes les pressions, toutes les intimidations. Ils ont même été jusqu'à la violation du domicile: c'est-à-dire qu'ils ont fouillé une baraque sans mandat de perquisition.

Voilà un magnifique exemple qui montre que les gardiens de la légalisation et des institutions républicaines violent leur propre légalité! Pourquoi devrions-nous la respecter puisque eux-mêmes ne la respectent pas?

A l'heure où 5 communistes marxistes-léninistes ont été emprisonnés à la Santé sous l'inculpation de reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.); à l'heure où les flics de la bourgeoisie, en uniforme et en civil sont à tous les coins de rue, nous dénonçons la montée du fascisme en France, qui vise à réprimer les mouvements populaires et l'avant-garde communiste marxiste-léniniste.

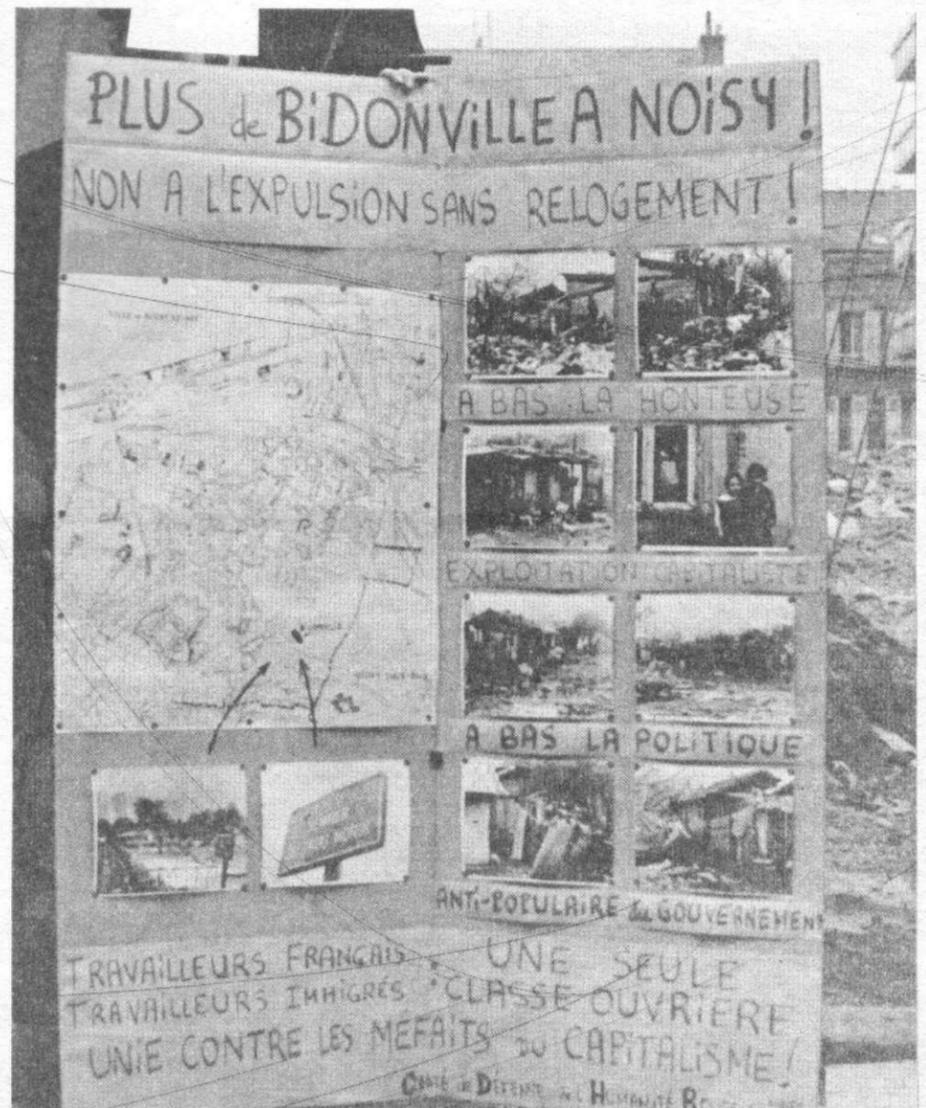
A BAS LA REPRESSION POLICIERE !

A BAS LA FASCISATION DU POUVOIR DES MONOPOLES !

VIVE LA LUTTE UNIE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !

VIVE L'AVANT-GARDE COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE !

C.D.H.R. Noisy-le-Sec.



Panneau confectionné par nos camarades pour dénoncer l'existence du bidonville.

A bas la répression A bas la

Libérez notre camarade André MARIE !



Dans toutes les M.J.C. de France, défendons André MARIE. Exigeons sa libération immédiate et celle de ses camarades.

André MARIE : 23 ans. Employé de bureau, militant marxiste-léniniste dans un comité de Front Uni, syndicaliste C.F.D.T., animateur de maison de jeunes. Il s'intéressait particulièrement aux problèmes de l'éducation populaire.

Le camarade a été gravement malade dans sa jeunesse et sa résistance physique en était de ce fait amoindrie; les flics n'ont pas hésité à le mettre en tôle sans motif et sans aucun égard pour sa santé.

Notre camarade a été licencié par son employeur. Sa détermination et son courage sont exemplaires, car il savait que sa lutte était juste; autour de lui, ses amis, hier peu conscients, interrogé, étudiant aujourd'hui ses idées. Ils se dresseront demain avec lui contre le régime de misère qui n'a plus qu'une solution: emprisonner ceux qui osent lutter.

MOTION DU CONGRÈS DE L'U.N.E.F. CONTRE LA RÉPRESSION !

Face à la répression qui s'abat sur des militants révolutionnaires pour tenter de faire échec à la combativité grandissante des travailleurs et des étudiants, le congrès de l'U.N.E.F. réuni à Orléans les 1^{er}, 2, 3 et 4 avril 1970 proclame solennellement la ferme détermination de ses militants de tout faire pour obtenir la libération des révolutionnaires emprisonnés :

- Les 5 marxistes-léninistes Thiriot, Filou, Marie, Bernier, Rey, inculpés de reconstitution du Parti Communiste marxiste-léniniste de France, l'arrêt des poursuites engagées contre J. Jurquet pour le même motif ;
- les soldats Trouilleux, Devaux

et leurs camarades condamnés pour travail politique dans l'armée ;

— J.-P. Le Dantec inculpé pour délit d'opinion exprimée dans son journal ;

— l'arrêt des poursuites contre Krivine et Berg pour reconstitution de ligue dissoute.

Le Congrès s'engage par ailleurs à entreprendre une campagne de mobilisation pour mettre un terme aux arrestations arbitraires de militants, aux perquisitions, gardes à vue et même tortures, aux expulsions de travailleurs et d'étudiants étrangers, etc.

Le 5^e Congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France.



Manifestation au Mans pour la libération de nos camarades emprisonnés.

Un marxiste-léniniste emprisonné à Nice !

Depuis le jeudi 26 mars, notre camarade Michel Zeitindjoglji, découpeur sur métaux, est emprisonné. Il a été arrêté alors qu'il diffusait à l'hôpital de Cimiez des tracts de la commission ouvrière départementale pour la formation des comités de base.

Notre camarade a été inculpé de coups et blessures sur la personne du directeur de l'hôpital, qui été en fait le véritable agresseur; notre camarade

n'a fait que se dégager quand on l'a agrippé.

Pour imposer sa libération, les marxistes-léninistes multiplient tracts et prises de parole à la sono, sur les marchés, les places, dans les cités H.L.M., dans les hôpitaux et dans l'usine où notre camarade travaillait.

Exigeons la libération de nos huit camarades emprisonnés. C.D.H.R. Nice.

Tract diffusé par nos camarades à Nice

Vous avez pu lire dans Nice-Matin du 26 et du 27 mars, qu'un ouvrier, découpeur sur métaux, actuellement au chômage, a été arrêté alors qu'il distribuait des tracts de la Commission ouvrière à la maison de retraite de Cimiez. Nice-Matin, complètement vendu à la bourgeoisie, s'est permis d'insulter notre camarade, le présentant comme un « distributeur de tract irascible », un « individu sans domicile connu » (alors que notre camarade loge au foyer de Saint-André et que sa famille habite depuis des années à Saint-Laurent-du-Var).

« Nice-Matin » insulte les ouvriers.

Les ouvriers s'en rappelleront le moment venu !

Quant aux « blessures » du directeur de l'hôpital de Cimiez, notre camarade n'a fait que se dégager quand on l'a agrippé.

EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DE NOTRE CAMARADE MICHEL !

Au moment où Michel se faisait arrêter à Cimiez, un autre camarade se faisait interpeller à l'hôpital Pasteur par des surveillants spécialement engagés par l'administration pour la répression intérieure. On licencie les auxiliaires, par contre on engage des flics-maison ! Qu'en pensent les travailleurs hospitaliers ?

Bien plus, vendredi 27, les employés de nuit à Pasteur ont été surveillés à leur entrée à l'hôpital !

Mais que disaient donc ces tracts dont l'administration a si peur ?

Ils parlaient du cas scandaleux d'un autre camarade, Charles Yvorra. Ce camarade a été victime d'un accident de travail que l'administration refuse obstinément de reconnaître depuis 10 ans. La Commission ouvrière a pris résolument en main sa défense, abandonnée par les syndicats de collaboration de classe.

La Commission ouvrière exige la réintégration d'Yvorra à un poste moins pénible, la reconnaissance de son accident de travail. Elle dénonce la situation scandaleuse dans laquelle se trouve sa famille : 5 en-

fant, dont 2 inadaptes, la mère à l'hôpital, et une menace d'expulsion.

Mais, à l'initiative des membres de la Commission ouvrière, un Comité Front Uni contre les expulsions a été formé à la cité H.L.M. des Moulins à Saint-Augustin. Par tracts et par haut-parleur, le scandale a été dénoncé; la population s'est mobilisée, des collectes ont été organisées. Finalement, devant la mobilisation massive, l'administration des H.L.M. a reculé: les poursuites contre notre camarade ont été arrêtées pour l'instant. Cependant, la population de la cité reste vigilante: d'autres expulsions restent prévues à partir du mardi 31 mars et les habitants dans la cité des Moulins sont fermement décidés à empêcher qu'on jette des familles à la rue !

On expulse, on arrête, les diffuseurs tracts, on surveille les employés de l'hôpital; depuis 6 semaines, 5 marxistes-léninistes sont emprisonnés à la Santé pour reconstitution du P.C.M.L.F. (1).

Toutes ces mesures montrent que le régime n'a plus qu'un recours: matraquer.

CONTRE LA REPRESSION, contre toutes les mesures anti-populaires, UNISSONS-NOUS A LA BASE ET DANS L'ACTION !

NOUS POUVONS FAIRE RECULER LE POUVOIR ! OPPOSONS-NOUS AUX EXPULSIONS !

EXIGEONS LA LIBERATION DE NOTRE CAMARADE MICHEL, EMPRISONNE !

EXIGEONS LA LIBERATION DES MARXISTES-LÉNINISTES HALTE A LA FASCISATION ! EN AVANT VERS UN COMITE DE BASE DANS LES HOPITAUX !

Les tracts de la Commission ouvrière continueront à être diffusés malgré toutes les mesures de répression de l'administration !

La Commission ouvrière départementale pour la formation des comités de base.

(1) Parti Communiste Marxiste-léniniste de France.

GAP : HALTE A LA RÉPRESSION POLICIÈRE !

A Gap, le vendredi 27 mars, à 14 h, trois flics en civil interpellent cinq militants de « l'Humanité Rouge », alors qu'ils sortent de chez eux. Prétendant une simple vérification d'identité, les flics confisquent les cartes d'identité, fouillent la voiture et amènent les cinq camarades au poste de police, manœuvre tout à fait illégale (parce que sans flagrant délit).

Cette simple vérification d'identité s'est transformée immédiatement en interrogatoire serré: isolement des mili-

tants, interdiction de communiquer, interrogatoire successif effectué par 7 flics en civil, menaces, mesures d'intimidation, tentative de prises de photo anthropométriques (tentative parfaitement illégale sans inculpation préalable).

Devant la détermination des camarades refusant de répondre aux questions, de signer toute déclaration, de se soumettre à la photo, les flics furent obligés de les relâcher vers 17 h 30.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m	Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7; 42,5;	6 h	
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7; 42,5;	16 h	
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5; 45,7;	17 h	sur 31 et 42 m;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7; 42,4; 45,9.	19 h	
		21 h	
		22 h	sur 31, 42 et 215 m;
		23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

TIRANA

répression A bas la répression

LYON : Manifestation devant l'usine Paris-Rhône où travaillait Jean THIRIOT

A l'initiative des marxistes-léninistes, était organisée à Lyon le 19 mars une manifestation pour la défense de nos camarades emprisonnés, en particulier de Jean Thiriot, ouvrier du comité d'action Paris-Rhône; se joignaient à cette action les comités Front Uni de Lyon, l'A.G.E.L., le P.S.U., l'Ecole émancipée, la Ligue communiste, la voix « prolétarienne », l'A.J.S. Il y avait en tout 600 manifestants. Mais sur place, devant l'usine Paris-Rhône, un immense quadrillage était là, à 1 h 30 avant.

Malgré les forces de police, de nombreux mots d'ordre furent lancés :

« Halte à la répression », « Libérez nos camarades », « A bas l'état policier ! », « Ouvriers, étudiants, tous unis contre la répression ! », « Travailleurs français et immigrés, tous unis contre la répression ! », « Libérez les soldats des prisons ! », etc.

La manifestation devait démarrer de devant l'usine Paris-Rhône, mais les flics dispersèrent dès le début 350 à 400 manifestants.

Un regroupement permit alors aux 200 militants restant de scander le mot d'ordre : « Libérez nos camarades », tandis que sortaient les ouvriers. Alors la police chargea durement. 28 manifestants furent inter-

pellés, 2 inculpés de « violence à agents ».

De nombreux travailleurs protestèrent contre la violence policière, mais la C.G.T. et le P.C.F. prirent partie en faveur des flics en dénonçant nos camarades et en se moquant ouvertement de ceux qui tombaient sous les coups de matraque.

Le lendemain les amis de l'H.R. retournèrent devant l'usine Paris-Rhône pour s'entretenir avec les ouvriers. Tracts distribués, vente de l'H.R., bombages du mot d'ordre : « Libérez THIRIOT, ouvrier communiste marxiste-léniniste ! » furent effectués.

Puis les flics réapparurent, matraques et nerfs de bœuf en main, arrêtèrent 5 nouveaux camarades, dont 2 furent violemment matraqués à la tête.

Depuis lors, l'usine est surveillée nuit et jour. Aux flics s'ajoutent 10 à 15 permanents révisionnistes dans cette basse besogne destinée à faire régner « l'ordre, le calme et la dignité ».

Mais rien n'empêchera la détermination des marxistes-léninistes pour défendre leurs camarades emprisonnés. La cause de Jean Thiriot, c'est la cause de la classe ouvrière !

Nous resterons à l'offensive, quelle que soit la forme de la répression

déchaînée contre nous et d'où qu'elle vienne. Nous publions ci-contre des extraits des bulletins révisionnistes (P.C.F. et C.G.T.) de l'usine Paris-Rhône.

Ces extraits témoignent du degré d'abjection atteint par les révisionnistes qui se conduisent en délateurs et en véritables gardiens du pouvoir capitaliste et du patronat.

SECTION MONTELAISIR PLAINE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

CELLULE PARIS - RHON. 20. 3.70

LE DÉMARREUR

Hier soir une fois de plus, comme à NANTERRE, vous avez assisté à une monstrueuse provocation organisée par les groupuscules gauchistes en collusion avec les forces de police.

Des éléments étrangers à la classe ouvrière, comme le dénommé THIRIOT qui n'a rien à voir avec le Parti Communiste Français, font la preuve par leurs provocations qu'ils sont les ennemis des travailleurs.

L'ASPIRON

SECTION SYNDICALE "PARIS-RHÔNE"

Au moment où le mécontentement grandit, où l'action des travailleurs se développe pour ses revendications, les groupus gauchistes de tous poils font de plus en plus parler d'eux et la presse, la télévision, la radio leur font une propagande destinée à leur donner beaucoup plus d'importance qu'ils n'en ont réellement.

Ainsi, à PARIS-RHÔNE, le "Front Uni" Etudiants-Ouvriers est représenté par un tout petit groupe d'ouvriers de l'usine Sud dont les seuls adhérents connus sont les fameux THIRIOT avec [] et [], ces deux-là n'hésitent pas à s'efforcer dans ce genre de manifestation sans grand risque. D'ailleurs ils sont connus et on leur

PARIS : Tract d'appel à un meeting contre la répression

LA LUTTE CONTINUE. A BAS LA RÉPRESSION

Depuis Mai 68, des couches de plus en plus nombreuses de la population luttent contre le pouvoir capitaliste.

La classe ouvrière lance des grèves, mène le combat contre les cadences infernales, et, dit NON aux soit disant contrats de progrès.

Des émigrés refusent les taudis et ne paient plus leurs loyers.

Des petits commerçants et artisans lancent la grève de l'impôt.

Des routiers bloquent les routes.

Les ouvriers agricoles et les petits paysans luttent contre leur liquidation.

Des étudiants refusent l'idéologie bourgeoise diffusée dans les universités.

Ces luttes menées souvent sans l'accord des directions des organisations traditionnelles et dans des formes nouvelles directes et efficaces, se heurtent, dans la plupart des cas, aux forces de l'ordre du pouvoir.

Que fait le gouvernement face à cette « agitation sociale » ? Il attaque le « gauchisme » et pour cela se divise la tâche.

Chaban-Delmas, Edgar Faure, Ricœur, ex-doyen de Nanterre, tout le gratin libéral et leur « nouvelle société », regrettent que le « mouvement révolutionnaire agisse en marge des problèmes concrets ».

Reprenant cet argument, Marcellin envoie ses flics afin de réprimer le MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE. Marcellin, Chaban, les patrons et leurs flics sont lucides. Ils le savent très bien. Le MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE a de plus en plus d'impact sur les masses.

Le fait que l'ensemble du mouvement lutte contre : — La vie chère, l'augmentation et les conditions des moyens de transport; L'ETAT NE NOUS TRANSPORTE PAS, IL NOUS ROULE;

- les expulsions et les conditions d'habitat (Argenteuil, Ivry, Belleville, Marseille, Nice);
- les mafias et les nouveaux négriers de banlieue qui organisent le trafic de l'embauche;
- l'armée, pilier du capital, qui pendant seize mois prépare des travailleurs robots et des contremaîtres adjoints, démontre qu'il frappe en plein cœur l'état capitaliste.

Pompidou, Marcellin, parlent de complot contre l'autorité de l'état. Il n'y a pas de complot gauchiste. Les complotistes sont les ministres véreux, les patrons avides, les spéculateurs de tout poil responsables du chômage, de la misère dans les foyers, des cadences dans les usines, des heures de transport interminables, des accidents mortels sur les lieux de travail (trois morts chaque jour dans le bâtiment). Qui dénonce, condamne, mobilise contre ce complot capitaliste, SUBIT LA REPRESSION.

Savez-vous :

- que les militants organisant des luttes dans leur entreprise sont systématiquement licenciés et couchés sur la liste noire du patronat;
- que les travailleurs immigrés qui osent se révolter sont expulsés et livrés aux polices de leur pays;
- que cinq militants sont enfermés à la Santé depuis le 18 février sous prétexte de reconstitution de mouvement dissout (PCMLF);
- que des soldats sont emprisonnés pour avoir dénoncé le rôle de l'armée, pilier de l'état capitaliste;
- qu'à l'université, toute tentative de se lier aux luttes de masse se traduit par l'intervention violente des flics et l'arrestation des étudiants, des lycéens et enseignants révolutionnaires (Nanterre).

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut plus se permettre de respecter ses propres lois. Elle organise la répression. Diffusion de tracts, de journaux, affichage, meetings, manifestations, sont interdits).

La bourgeoisie veut, par la répression exemplaire, empêcher et décourager l'action des militants. Cette répression ne peut résoudre aucun problème, car cette répression n'élimine pas les causes de la révolte. Le système est en crise. La bourgeoisie n'a pas de solution de rechange concernant les aspirations de la classe ouvrière, des commerçants, des paysans, des universitaires, etc...

En attaquant le mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie cherche à étouffer la volonté de lutte des masses. Pour nous toute attaque contre un militant quelconque du mouvement révolutionnaire est une attaque contre le mouvement ouvrier dans son ensemble. Les matraques, la répression n'y changeront rien; les militants révolutionnaires poursuivront la lutte et redoubleront d'ampleur dans leur action. La lutte anti-capitaliste, les colères des masses parfois exprimées de façon contradictoires s'uniront et dépasseront les revendications catégorielles.

Employés, ouvriers, étudiants, enseignants, artisans, petits commerçants

Tous au Meeting-Débat

le vendredi 17 avril à 20 h 30

Salle Lancry

10, rue de Lancry (Métro République)

APPEL A TOUS LES C.D.H.R. DE LA RÉGION PARISIENNE A TOUS LES LECTEURS DE L' "HUMANITÉ ROUGE"

Camarades et Amis,

Le Comité de Rédaction de « l'Humanité-Rouge » vous demande instamment de préparer et organiser dès maintenant votre participation massive à ce meeting qui se tiendra sous le signe de l'unité contre la répression.

TRIBUNE DE DISCUSSION

DES CHEMINOTS RÉPONDENT AUX THÈSES DÉVELOPPÉES
PAR LE C.D.H.R. NANTERRE DANS LE NUMÉRO 51 (1^{ère} Partie)

Le rédacteur de la réponse à un camarade de la C.G.T., mis en cause par le C.D.H.R. de Nanterre, pour ses conceptions « néo-révissionnistes » et « d'opportunisme de droite » se fait un devoir de répondre pour préciser sa pensée, et en évitant d'utiliser de son côté des épithètes fort désagréables. Non pas qu'il soit incapable d'en façonner d'irritantes, mais parce qu'il estime que les discussions qui ont lieu dans H.R. sous le contrôle du Comité de Rédaction, doivent se poursuivre selon la méthode de résolution des contradictions au sein du peuple *Unité-Critique-Autocritique* (si nécessaire) - *Unité*. A cet égard je recommande aux camarades voulant participer à une discussion d'étudier le ton du camarade Jurquet dans sa réponse aux camarades d'Annecy qui l'avaient critiqué (H.R. n° 51, page 15). La polémique fort instructive permet de faire avancer la ligne. Lorsqu'elle est avec les ennemis du peuple, bourgeoisie, sociaux-démocrates, révisionnistes, etc... il est normal que le ton et le vocabulaire soient différents de celui que l'on doit utiliser avec des camarades.

C'est parce que la réponse de Nanterre touche à des problèmes importants que nous y consacrerons si nécessaire, plusieurs articles. Et il serait intéressant que les lecteurs, ou autres comités H.R., nous donnent leurs points de vue sur la question. Cela signifie, et si nous utilisons pour cela une tribune de discussion, que notre journal, aussi inspiré soit-il, n'a pas la prétention d'apporter des solutions toutes faites. Sinon il commencerait par supprimer la tribune de discussion, la page des lecteurs, et doctoralement il se contenterait de donner ses « cours magistraux ».

A propos de « confusion néo-révissionniste sur permanent ou révolutionnaire professionnel ». Revenons pour commencer à la question posée par le camarade de la C.G.T., et à la réponse qu'il espérait : « Avez-vous l'intention de créer ce syndicat ? Les dirigeants seront-ils permanents à vie ? Seront-ils remplacés par roulement ? Accepterez-vous qu'ils soient payés par le patron ? »

Dans le n° 47, il n'y a pas d'équivoque sur cette dernière question : « Nous n'accepterons pas que les permanents soient payés par les patrons. Nous lutterons plutôt pour la disparition des patrons et c'est nous qui un jour les paierons comme balayeurs afin de les rééduquer par le travail ». Ici il est dit clairement qu'il y aura des permanents syndicaux, payés par les travailleurs. Il y est dit aussi que le syndicat luttera pour la disparition du patronat. Et nous ne nous laisserons jamais corrompre par l'argent de la bourgeoisie.

Il est précisé ensuite que « nous n'accepterons pas la publicité, car nous ne sommes pas à vendre ». N'est-ce pas assez clair ? Pour dire cela nous n'attendons pas que les masses se prononcent, bien que la plupart des syndiqués acceptent, comme à la S.N.C.F. que les dirigeants syndicaux soient payés par l'état bourgeois (S.N.C.F.) et que les journaux syndicaux soient alimentés financièrement par les arrosages publicitaires capitalistes. Nous ne sommes donc pas, en la matière, à la remorque des masses comme l'insinue Nanterre.

Il est dit aussi que nous luttons pour la création de la centrale syndicale révolutionnaire rouge. Elle ne pourra se construire que par l'unité de la classe ouvrière contre le pouvoir des monopoles, le réformisme et le révisionnisme. Cette centrale syndicale révolutionnaire a donc fatalement vocation de syndicat unique de lutte de classe. Si le C.D.H.R. de Nan-

terre n'en voit pas les prémices, c'est qu'il n'a pas une vue de 10/10. Pour qu'ils retrouvent la vue je lui demande de s'inspirer de la citation du Pt Mao, page 93 P.L.R. (en bas).

Abordons le problème des permanents. Le dirigeant dont parle le camarade de la C.G.T., n'est pas un dirigeant de la C.G.T. actuelle, mais d'un dirigeant de la centrale que nous voulons construire. Notre permanent syndical n'a donc rien à voir avec celui que décrit le camarade Jurquet dans son rapport : militant syndicaliste mis sur le pavé par un patron, accusé au chômage et embauché dans une entreprise d'import-export du P.C.F. où par un certain processus de dégénérescence, coupé de la lutte des travailleurs exploités par la bourgeoisie, il devient fatalement un corrompu, un homme de main de ceux qui maintenant le payent. Le procès de cet homme comme de ceux qui le corrompent n'a pas été l'objet de l'article. Nous pourrions en faire l'étude une autre fois.

Le camarade C.G.T. parle bien d'un dirigeant du nouveau syndicat révolutionnaire de lutte de classe. Or, contrairement à ce que semble penser Nanterre, à ce niveau, nous ne faisons pas de différence entre un chef syndicaliste révolutionnaire permanent et un révolutionnaire professionnel, au sens où l'entendait Lénine.

En effet, au risque d'offusquer tous les petits-bourgeois du P.S.U. et tous les contre-révolutionnaires trotskystes et anarchistes, nous estimons que tous les deux, sur des fronts différents, politique et syndical, luttent et se consacrent totalement, de corps et d'esprit, à la révolution, au but suprême : « ... cela signifie que ce syndicat doit préconiser la fin du régime capitaliste, source de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'instauration du socialisme ». Plus loin, l'art. du n° 47 ajoute « ... la classe ouvrière devra riposter du tac au tac en opposant la violence révolutionnaire à la violence de la bourgeoisie ».

La preuve que nous ne faisons aucune différence entre ces deux sortes de révolutionnaires, politique et syndical, c'est que nous donnons en exemple Pierre Semard, secrétaire de la Fédération C.G.T. des Cheminots et Gabriel Péri dirigeant du P.C.F., tous les deux fusillés par les nazis. D'autre part, Gaston Monmousseau, exemple de militant syndicaliste professionnel C.G.T. à vie, est resté permanent et révolutionnaire jusqu'à la mort.

Ce n'est donc pas la fonction de permanent comme le redoute notre camarade de la C.G.T., comme l'affirment les anarchistes et autres ultradémocrates, et comme semblerait l'accréditer Nanterre qui amène la trahison fatale, c'est un autre processus qui prend sa source dans la pratique opportuniste de droite.

Pour être un peu plus précis que dans le n° 47 disons que :

1) Nous ne faisons pas de différence qualitative entre un permanent syndicaliste révolutionnaire luttant effectivement pour la disparition du salariat et un révolutionnaire professionnel (cf. Lénine). Ils sont placés sur deux secteurs d'un même front et servent tous les deux la cause du peuple.

2) Si ce syndicat révolutionnaire de lutte de classe (syndicat rouge, C.G.T.U., peu importe le sigle, seul compte le contenu de classe) se développe au point d'avoir besoin de dirigeants salariés (cotisations, collectes, etc...) par le syndicat, ce seront les organisations du syndicat qui éliront ces dirigeants pour la durée d'un mandat (de Congrès à Congrès), plus contrôle à prévoir entre les congrès. Ils ne sont donc pas élus une

bonne fois pour toutes, à vie. Ils seront rééligibles ou non *selon que cela sera prévu par les statuts*.

Personne, d'avant-garde ou non, n'est habilité à donner encore une réponse là-dessus, tant que ces statuts n'existent pas. Ce n'est pas le parti d'avant-garde qui rédigera les statuts, que je sache. Et les masses (adhérents du syndicat) discuteront ces statuts avant de les adopter. Estimer le contraire, qu'une solution, des statuts tous faits seront apportés de l'extérieur, c'est mépriser les masses. Et dire que ce seront en définitive les travailleurs qui décideront ce n'est pas mépriser l'avant-garde, ni mettre l'avant-garde à la remorque des masses, car il n'a pas été dit dans le n° 47, que l'avant-garde n'aurait pas droit à la parole, le droit de faire connaître son opinion. Et ce qui fait la valeur d'une avant-garde c'est justement de savoir convaincre les masses sur ses positions. Les travailleurs ne sont pas des moutons. Ceci est une question importante et c'est pourquoi nous estimons que les masses doivent être consultées. Le Président Mao nous appelle à la modestie : « Les masses sont les véritables héros, alors que nous sommes souvent d'une naïveté ridicule. Faute de comprendre cela, il nous sera impossible d'acquiescer les connaissances même les plus élémentaires ». (P.L.R., p. 134).

Or, le C.D.H.R. n'apporte aucun élément à la discussion. Il se contente de dire : « Vraiment camarades, est-ce que ce seront les travailleurs qui décideront s'il faut des permanents à vie ? A qui sert donc un Parti dans ce cas ? ». Evidemment, le C.D.H.R. de Nanterre qui n'est pas le Parti n'apporte donc aucune réponse. Qui donc l'apportera cette réponse dans l'Humanité Rouge ? Vraiment camarades ! Mais nous renvoyons encore les camarades de Nanterre à une autre citation du Président Mao, extraite de « Le Front Uni dans le travail culturel », tome III, et P.L.R. p. 140-141-142, trop longue à citer, mais dont voici un passage très important :

« Il arrive souvent que les masses aient besoin objectivement de telles ou telles transformations, mais que subjectivement elles ne soient pas conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté ni le désir de les réaliser ; dans ce cas nous devons attendre avec patience ; c'est seulement lorsque, à la suite de notre travail, les masses seront dans leur majorité, conscientes de la nécessité de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser ; sinon l'on risque de se couper des masses... »

Lorsque nous avons dit que ce seraient les masses qui en définitive décideraient, cela sous-entend « A la suite de notre travail », c'est-à-dire sur les besoins objectifs des masses, et après leur prise de conscience. Or, la façon de dire du C.D.H.R. de Nanterre, considère que lorsque nous parlons dans H.R., nous n'avons pas la prétention de parler au nom de l'avant-garde ! Alors au nom de quoi parlerions-nous ? Mais il ne suffit pas que l'on parle, que l'on écrive, encore nous faut-il convaincre d'abord les camarades, et ensuite les masses. Or, la position de Nanterre revient uniquement à dénier toute opinion aux masses éclairées par l'avant-garde et à proclamer que le Parti doit (comment ?) apporter la solution toute faite, miraculeusement.

Mais aucun parti n'a la solution tombant du ciel. C'est oublier que pour que « le parti synthétise l'expérience historique de la dégénérescence révisionniste » il faudra que les masses (présentement les lecteurs ouvriers et autres principalement)

donnent leur avis, disent aussi ce qu'elles en pensent, en l'état actuel, et lorsque les conditions seront remplies pour le passage organisationnel à la centrale rouge, ce qui demandera encore beaucoup de temps. Les masses donneront leur opinion sur ce sujet et sur d'autres. Et tant que les masses n'auront pas d'opinion sur ce que nous disons, c'est que nous parlerons en l'air.

Si le parti avait son catalogue alphabétique des solutions toutes prêtes, ce serait trop simple. Il n'y aurait plus besoin de parti. Il suffirait d'acheter le catalogue. Avoir dans les mains les œuvres complètes de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao, ne suffit pas pour trouver les solutions. Il faut encore pratiquer.

Que voudrait dire alors la formule « Appliquer les principes universels du marxisme-léninisme à la situation concrète de notre pays ». Cela veut bien dire qu'il n'y a pas de solutions toutes prêtes, que les solutions se forgeront dans la lutte où participeront les plus larges masses et non pas dans une synthèse purement théorique de l'expérience historique de la dégénérescence révisionniste.

Cela veut encore dire que le parti d'avant-garde et ses dirigeants ne sortiront pas des livres, ils ne tomberont pas du ciel par miracle, mais naîtront et grandiront dans la pratique, dans la lutte de chaque jour, lutte où les plus larges masses devront être partie prenante. Et cela, ce n'est ni de « la confusion révisionniste » ni de la « théorie spontanéiste », c'est ne pas parler du haut de son cheval de parade, mais avoir les pieds sur terre. (A suivre : il sera répondu pour chaque point).

Le point de vue exprimé par le camarade cheminot a été étudié, examiné, par le C.R., qui l'approuve.

DEUX TRACTS suite de la page 9

supérieurs (« yankees go home ! U.S. assassins, hors du Vietnam »). Les bonzes cégétistes, dès cette époque, réservaient le « papier fromage » aux gars de la base. Pour messieurs les grands cadres, ils se mettaient en frais de papier glacé et d'imparfait du subjonctif ! Mais, à part les injures habituelles, les révisos de Clermont n'ont même pas cherché à argumenter, même pour la frime. Sachant leur position indéfendable, il ne l'ont pas défendue.

L'injure est un aveu de sottise et de faiblesse. Dans le cas particulier, c'est un signe d'affolement. Tant mieux ! S'ils gueulent, c'est que ça leur fait mal.

Pierre Sémard n'étant plus là pour leur botter les fesses, ces messieurs, que les scrupules n'étouffent pas, osent se référer à lui. Mais Pierre Sémard, lui, ne collaborait pas avec l'Etat-patron. De son temps, la Fédération C.G.T. des cheminots était une organisation de lutte de classe. Ni Catelas, ni Wodli (comme lui assassiné par les nazis et leurs complices) n'avaient la parole à la radio de l'Etat capitaliste.

Aujourd'hui, les idées de Sémard, Catelas, Wodli, Monmousseau, mises au rancard par ceux qui se drapent dans leur drapeau pour mieux les trahir, sont incarnés par les militants qui, à Clermont comme dans toute la France, se dressent contre l'Etat des monopoles et ses valets révisos et sociaux-démocrates de tout poil.

Et, n'en déplaise au « Bureau syndical » de Clermont, à Ségué et à Marchois, ces militants ne sont pas un ou dix, comme il est de bon ton de l'affirmer, dans les tristes colonnes de l'« Huma » blanche et de la « Vie (anti) Ouvrière ». Ils sont nombreux, et actifs, et désintéressés... et... in-fa-ti-ga-bles.

Avis !

Marcel Juliot, Cheminot marxiste-léniniste, exclu de la C.G.T. en décembre 1968.

CHEMINOTS : DEUX TRACTS, DEUX MONDES

Les dirigeants révisos de la corporation cheminote ne sont pas contents du tout. Les idées révolutionnaires marxistes-léninistes pénètrent en force dans les gares, les ateliers, les brigades de la voie. Chacun de leurs faux pas entraîne dans leurs rangs de nouvelles défections de militants écœurés et indignés.

Mais si, dans leur souci d'arrêter cette hémorragie ils vont trop loin dans la phrase « dure et ferme à l'égard des patrons », c'est Séguy qui leur tape sur les doigts, en sa double qualité de secrétaire général de la C.G.T. et de membre du Bureau Politique du P.C.F., comme cela a été le cas lors de la dernière grève. En effet, le P.C.F. tient à ne prendre aucun risque, et les grèves de cheminots ont souvent été, dans le passé, autant de détonateurs de grands mouve-

ments sociaux intercorporatifs... Alors tant pis si Massabiaux et ses amis de la Fédération C.G.T. éprouvent quelques difficultés, qu'ils se débrouillent. Alors, en effet, ces derniers « se débrouillent », comme ils peuvent ; et le résultat n'est pas reluisant. Ainsi, à Clermont-Ferrand, notre camarade Aimé Delrue, exclu antistatuairement de la C.G.T. en juillet 1967 (par une « assemblée générale » de 22 présents — presque tous membres du P.C.F. — sur 820 syndiqués !) est une de leurs bêtes noires.

Ce camarade, par son attitude exemplaire, a su rassembler autour de lui de nombreux cheminots, anciens ou actuels membres de la C.G.T., de la C.F.D.T. ou de F.O., pour mener des actions concrètes, mettant chaque fois les dirigeants révisos et réformistes au pied du mur. En

outre, il est, sur le plan local, l'un des animateurs du C.O.P.I. (Comité Ouvrier, Paysans, Intellectuels). Ainsi, lors de la grève du 17-20 février, bradée encore plus cyniquement que toutes les autres, par Séguy, agissant par-dessus la tête du Bureau Fédéral C.G.T., de nombreux cheminots, à Clermont comme ailleurs, ont eu le sentiment d'avoir été dupés. Le C.O.P.I. a traité cette situation dans un tract destiné aux cheminots clermontois (notre premier document). Ce tract est un exposé des faits, tels qu'ils sont connus de tous. C'est aussi une analyse de ces faits, donnant une perspective pour les luttes futures.

Le langage y est polémique, mais ce sont les faits qui condamnent les dirigeants révisionnistes cheminots, et non le langage employé.

TRACT DU C. O. P. I.

Cheminots...

Depuis des mois, les syndicats palabraient, dans le plus haut secret avec la direction S.N.C.F. Nous n'avions pas le droit de savoir ce qui se tramait dans l'ombre sur :

LES 40 HEURES, LA REFORME DE LA REMUNERATION, LA REFORME DE LA CAISSE DE PREVOYANCE, DES RETRAITES, LA REFORME DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL...

La radio pourrie disait : « Les négociations se poursuivent... sont interrompues... vont reprendre... ». Mais les bonzes, eux, ne disaient rien ! Il a fallu que ce soit la S.N.C.F. qui informe... 3 tracts sur ces projets de contrats de progrès (?..). Progrès pour qui ?

Pendant ce temps, nous, les cheminots de la base, nous en avons marre... Nous sentons qu'on se moque de nous d'un peu partout. Le temps passe, le coût de la vie augmente sans cesse et les revendications s'accumulent ! Le mécontentement grandit, parce que notre sort se joue sans nous ; les syndicats revendiquent sans demander notre avis :

- Les 40 heures en 1974 ;
- L'augmentation au pourcentage (pour les chefs !);
- Sont d'accord pour la suppression progressive des effectifs au nom de la modernisation, « à laquelle on ne peut s'opposer » ;
- Pour la réforme progressive de la rémunération ;
- Pour changer la caisse de Prévoyance par la Sécurité Sociale et une prétendue mutuelle.

Soudain, la C.G.T. découvre le mécontentement de la base. Le front syndical est rompu. Massabiaux perd son bâton de pèlerin. La C.G.T. ne signera pas pour ne pas se couper de la base, mais il lui faut briser le mouvement, la direction S.N.C.F. l'exige, et elle paie les permanents pour cela.

Le mécontentement touche tous les cheminots. Il faut donc le faire accoucher prématurément, d'où le déclenchement imposé par le haut, les uns après les autres : Achères le mardi, puis Marseille, Nice, Avignon, Clermont, etc. Pourquoi, sinon pour diviser. La C.G.T. refuse de donner l'ordre de grève générale. Pourquoi ? y a-t-il 36 C.G.T. ? Une à Paris, une à Avignon, une à Marseille, une à Clermont ?

A Clermont, on se félicite que quel-

ques C.F.D.T. à la base sont dans la grève (ça divise la C.F.D.T.), ainsi que des inorganisés, des exclus de la C.G.T., mais on trouve normal que les C.G.T. de Nevers viennent faire les trains à Clermont ; idem sur le Sud-Ouest, mais on critique férocelement quelques gars qui travaillent. 10 000 cheminots sont dans les grèves, pour 174 000 (?) adhérents de la C.G.T. ! Pour 220 000 voix C.G.T. aux élections professionnelles. De qui se moque-t-on ?

Puis, vendredi 20, Massabiaux quitte la salle des négociations en claquant la porte. Cette fois, ça y est, ça va border. C'est la grève générale ? Déjà, la C.F.D.T. de Marseille se joint à la grève. Les dirigeants C.F.D.T. sont débordés par leur base. Massabiaux, C.G.T. rigole. Les cheminots de Clermont disent : « Ça y est, c'est parti, c'est la grève illimitée à partir de samedi, Nevers se joint enfin à nous, etc... ».

Mais, à nouveau, patatrak ! tout est soudain cassé ! Le récidiviste, Séguy vient de parler à la télé le vendredi soir, puis à Europe 1. A toutes les émissions, de demi-heure en demi-heure, les flashs tombent à la radio bourgeoise :

« Séguy a déclaré : « Jamais nous n'avons dit aux cheminots de se mettre en grève... Les avantages sont appréciables... Ce n'est pas ce que les cheminots demandent. On est loin du compte... Aussi, nous ne signerons pas... Mais la S.N.C.F. EST DANS L'IMPOSSIBILITE DE DONNER PLUS... C'est à la base de prendre ses responsabilités... ELLE DOIT DECIDER DE REPRENDRE LE TRAVAIL ! ».

C'est le coup de poignard de Séguy. On a l'habitude. Il faudrait continuer la lutte, mais les responsables locaux C.G.T. enfoncent le couteau dans la plaie : « Camarades, l'accord cadre n'est pas bon, tant pis, nous ne signerons pas. Mais puisque nous sommes seuls dans la lutte, il faut reprendre le travail. Séguy a donné le signal, Massabiaux a approuvé, nous aussi ».

Et voilà ! Si la S.N.C.F. ne peut donner plus, c'est que nous demandons trop ! Nous sommes des démagogues. Mais Perronet et Ricoux avaient décidé, sur ordre, la grève ! Le 14-2-70, leur tract vert se terminait par : « Camarades, ne vous laissez pas entraîner par des mots d'ordre aventuristes ! ». Or, qui à Clermont a lancé le mot d'ordre de grève ? Si ce n'est pas

Séguy, ni Massabiaux, n'est-ce pas Perronet et Ricoux ?

Maintenant, les sanctions pleuvent... 7 Pl... Qui sont les provocateurs ?.. Les aventuriers qui nous ont menés à l'abattoir les uns après les autres ? Séguy a dit : « NOUS N'AVONS PAS DONNE L'ORDRE DE GREVE », ce qui signifie que les grévistes sont en absence irrégulière ! Frappez-les ! Sanctionnez-les ! Allez-y, ils ne sont que 10 000 ! Ce sont les plus chauds ! Ce sont les gauchistes ! Profitez-en, cette fois, vous les tenez ! Tous les cheminots gauchistes se sont démasqués en participant à la grève ! 300 000 cheminots bien sages ont travaillé, c'est la majorité silencieuse ; les autres ne sont qu'une poignée de 10 000 contestataires ! Ceux qui ont l'habitude de mettre le bordel :

Achères, Avignon, Nice, Clermont. Les mêmes qu'en Mai 1968, les mêmes qu'en septembre 1969.

Camarades, avez-vous enfin compris oui ou non ? Combien de coups de couteau dans le dos vous faudra-t-il encore ?

Comprenez-vous qu'il faut rompre avec les traîtres ! avec les vendus ! avec les renégats ! avec Séguy, Massabiaux et autres complices locaux, plus souvent en congrès syndicaux qu'au boulot.

Camarades, la force est en vous, et en vous seuls ! Réalisez l'unité à la base, en dehors et par-dessus les syndicats ! Discutez entre vous, à la base. Organisez-vous. Vous n'êtes pas seuls, des délégués sont avec nous, déjà des camarades de tous les syndicats sont d'accord avec nous.

Les revendications des cheminots ne se discutent pas, elles sont claires et nettes. Elles ne se discutent pas, ni par la direction S.N.C.F., ni par le gouvernement, ni par les syndicats.

- Nous exigeons :
- Aucun salaire inférieur à 100 000 anciens francs ;
 - l'augmentation des salaires non hiérarchisée ;
 - la diminution du nombre des échelles ;
 - les 40 heures immédiates et non à la Saint Glingling ;
 - la non fermeture des lignes et des établissements ;
 - l'augmentation des effectifs ;
 - la refonte véritable et complète des P 4 R et S.

Comité Ouvriers Paysans Intellectuels (COPI)

Comme ces petits bonhommes n'avaient rien à répondre quant au fond, il se sont, une fois de plus, réfugiés dans l'injure, mettant toutefois trois semaines à sortir leur lamentable papier (notre deuxième document).

« C'est long mais c'est bon ! » diront certains.

Erreur, camarades ! Le tract réviso de Clermont est un excellent enseignement par la négative.

Toute la bassesse et toute la sottise du révisionnisme s'y trouvent concentrées en peu de lignes.

Les « maoïstes » manipulés par la police, les « fonds secrets », etc... c'est déjà pas mal. L'amalgame entre des actions justes, menées par les ouvriers et les étudiants, contre la hausse du métro, contre l'gression des nerfs du « service d'ordre » P.C.F. à Nanterre, etc... avec

d'autres actions, aventuristes celles-là, menées par des groupes se réclamant de la « gauche prolétarienne » ; la confusion voulue (et habituelle) entre trotskystes et marxistes-léninistes, c'est là le « B-A Ba » de tout scribouillard réviso.

Mais reprocher à Delrue ses voyages (réels ou inventés) en Chine et en Albanie socialiste, c'est quand même un peu fort, quand on parle au nom de la C.G.T. Notre camarade a été l'invité des syndicats albanais, en 1967, et cela est plus honorable que d'avoir eu, comme Georges Séguy cette année, le visa d'entrée de sa majesté Hassan II, roi du Maroc (dont le ministre de l'intérieur, jusqu'à une date récente, Oufkir, est « bien connu » des milieux progressistes).

La C.G.T. ne fréquente plus les syndicats albanais et chinois, mais elle noue des contacts avec tous les syndicats jaunes ou

marrons de la « Confédération Internationale des Syndicats libres ».

On a les fréquentations qu'on mérite, mais, s'il vous plaît, MM. les révisos, ne jouez pas les rosières ! Ça fait rigoler tout le monde ! Tout le monde rigolera également de voir combien les dirigeants du syndicat C.G.T. des cheminots de Clermont sont effarouchés de ce que Delrue ait été « grossier » dans sa réponse à la demande d'explication du Chef de Dépôt (voir notre n° 52). L'auteur de ces lignes s'était fait reprocher, lui aussi, dès 1967, d'avoir été « grossier » avec les ingénieurs de la direction régionale « Méditerranée » de la S.N.C.F., pour avoir distribué, avec d'autres camarades, devant la porte des bureaux, des tracts sur « papier fromage » (sic), portant des slogans « choquants » pour messieurs les cadres

(suite page 8).

TRACT DU BUREAU C.G.T.

Depuis plusieurs semaines, la télévision démontre, une fois de plus, l'utilisation des bandes gauchistes par le pouvoir, pour mener sa politique anti-sociale.

Le pouvoir prépare un mauvais coup contre l'université. Il entend assurer la mainmise des monopoles capitalistes sur les facultés, pour en faire des instruments au service de leurs intérêts.

Pour réussir, il a besoin de mater les luttes démocratiques étudiantes. Il s'efforce donc de dévier leur action contre les enseignants et dresser contre eux l'opinion publique. Se servant habilement des gauchistes, il provoque les violences vaines, les bagarres avec la police. Le rôle des groupes trotskystes et maoïstes, manipulés par la police, devient de plus en plus clair parmi les étudiants.

Au sein du monde ouvrier, les manœuvres de ce genre sont plus difficiles à monter, au grand dépit des dirigeants capitalistes.

Chez les cheminots, à Clermont-Ferrand, l'audience d'un DELRUE n'a pas varié. A lui seul, il représente le COPI, FRONT UNI, et autres appellations abra-cadabrantes dont il prend la signature pour inonder les boîtes à lettres de ses ordures.

Faute de pouvoir présenter son fameux « Comité de base » qu'il annonce depuis des années à grand fracas, il manie avec de plus en plus de démesure la calomnie contre la C.G.T. Ses derniers tracts (de la pensée de MAO offerte au Chef de Dépôt, à la dernière des grossièretés) démontre que ce triste individu ne sait plus quoi inventer pour plaire à ceux qui le paient. A ce propos, il n'a toujours pas fait savoir d'où proviennent les fonds qui permettent des voyages en Chine, en Albanie et ailleurs, sans parler du reste.

Quoiqu'il en soit, POMPIDOU et CHABAN-DELMAS, qui lancèrent la campagne contre notre camarade SEGUY, seraient certainement satisfaits d'apprendre qu'un DELRUE « les a compris ».

Il rejoint là le concert des Tixier-Vignancourt, Griotteray, bras droit de Giscard d'Estaing, et Cie.

Ils seraient satisfaits, mais pas tellement fiers. Parce qu'un DELRUE, qu'est-ce que c'est ?

Un renégat qui, pour gérer des fonds secrets à son profit, n'a pas hésité à trahir la C.G.T., et mène une activité dont le but est de dévoyer les luttes ouvrières et étudiantes.

Ses diatribes perfides et calomnieuses tentent d'entâcher l'intégrité de nos meilleurs militants. Le procédé n'est pas nouveau, il est digne de son auteur. Notre prestigieux dirigeant, Pierre SEMARD, fut victime lui aussi de campagnes calomnieuses avant d'être livré aux nazis pour tomber sous leurs balles.

Quand, pour faire sa sale besogne, un DELRUE ose se prévaloir de notre grand et regretté camarade, il écoeure encore davantage les travailleurs, qu'il trahit sans vergogne.

La besogne d'un DELRUE et de ses « amis » est également illustrée dans leur factum par l'incendie du bureau des Houillères du Nord, le sabotage des grues à Dunkerque, le vol de tickets de métro, le saccage d'un local, du comité d'entreprise RE-NAULT, la tentative d'assassinat de militants C.G.T. sur le campus de Nanterre, ainsi qu'à la mairie de Meulan.

Toutes ces provocations ont un double but :

- NUIRE A LA CAUSE DES TRAVAILLEURS ;
- SERVIR LES INTERETS DU POUVOIR DE LA BOURGEOISIE.

FASCISME...

Après le P.S.U. nous accusant d'avoir « exhumé » les théories du vieux stalinien Dimitrov, après la ligue « communiste » sommant les « camarades H.R. de s'expliquer — sur-la-questions-de-la-fascisation — », des camarades découvrent à leur tour que la fascisation n'est qu'un leurre ! La poule aurait-elle couvé un canard ?

Analyser la fascisation c'est analyser l'évolution de l'appareil du pouvoir central : l'Etat.

Les révisionnistes du P.C.F. en avaient découvert une forme inédite : le pouvoir personnel et un moyen de conquête : remplacer De Gaulle par l'homme providentiel Mitterrand à l'aide d'une montagne de suffrages démocratiques... En fait il n'existe que deux formes de la dictature de la bourgeoisie : la démocratie bourgeoise et le fascisme. Dans les deux cas il s'agit d'une dictature de classe appuyée sur les armes.

« Dans l'état bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité nominale proclamée par la « démocratie » des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges réels qui font des prolétaires des esclaves salariés. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, afin de les préparer à la révolution ».

(Lénine).

La démocratie bourgeoise peut donc très bien s'accompagner d'une dure répression sans changer de nature.

Quant au fascisme c'est « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier ».

(Dimitrov).

C'est de l'extérieur que le fascisme dut investir l'appareil d'état en Italie et en Allemagne. En France, depuis 58, le capital financier a directement en main les rênes du pouvoir par ses hommes de main : Pompidou, Giscard, etc...

La principale contradiction de classe est celle qui oppose capital et travail, bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie, secouée de contradictions (ex : Giscard appelant à voter contre le référendum) est dominée par sa fraction monopoliste qui donne ses caractéristiques à l'état : appareil aux mains du capital monopoliste et financier.

Armons-nous du léninisme : « l'âme vivante, la substance même du marxisme c'est l'analyse concrète d'une situation concrète. »

LA SITUATION DE FAIBLESSE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Elle s'inscrit dans le cadre de la crise générale de l'impérialisme. La lutte pour l'indépendance nationale du peuple algérien a développé à un niveau tel les contradictions de la société française en 58 que la bourgeoisie monopoliste a été obligée de prendre en main directement l'état pour pouvoir résoudre deux problèmes :

— essor du mouvement populaire de soutien au peuple algérien en métropole même, élévation dangereuse du niveau de conscience politique des masses aboutissant déjà pour les plus avancés à une prise de conscience de l'opportunisme de droite du P.C.F. ;

— contradiction aiguë entre les intérêts généraux de la bourgeoisie et le clan colonial s'appuyant sur une partie de l'armée, trouvant certains échos dans la petite bourgeoisie et se donnant un bras politico-militaire : l'O.A.S.

En 62 cette contradiction se résout par l'écrasement du clan colonial et par un pacte avec les éléments naissants d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique algérienne (accords d'Evian sauvegardant l'approvisionnement en pétrole au Sahara).

Cette lutte permet d'illustrer un fait fondamental : la bourgeoisie française est aux prises avec un rétrécissement croissant de son champ d'exploitation.

Elle ne peut que renforcer son exploitation du prolétariat métropolitain (chômage, accélération des cadences, etc...) et le pillage de son empire néo-colonial (essentiellement en Afrique). Tout ceci en concurrence de plus en plus rude avec l'impérialisme U.S. par exemple au Moyen-Orient avec l'affaire de la vente des Mirages à la Lybie).

Il lui faut concentrer rapidement et totalement l'appareil productif entre ses mains au détriment du petit et moyen capital pour atteindre des prix compétitifs avec ceux des concurrents Anglais, Allemands, Américains ou Japonais (voir à ce sujet la priorité totale à l'industrialisation accordée au VI^e Plan). Ce sont ces nécessités économiques profondes qui commandent la politique de la bourgeoisie monopoliste.

Elle doit rogner toutes les dépenses non productives (recherche, santé, équipements culturels et sportifs, enseignement). Elle accroît le chômage dans les industries relativement arriérées et des régions entières, rejette dans les couches les plus déshéritées du prolétariat des millions de paysans pauvres et engendre des difficultés insolubles pour les petits commerçants et artisans.

Mais là se situe un deuxième fait fondamental : cette politique engendre dialectiquement le renforcement de la combativité ouvrière et l'essor des luttes populaires. La situation générale est au développement des luttes de classes (dernier exemple : les routiers et les petits commerçants).

LA BOURGEOISIE MONOPOLISTE DISPOSE DE L'ETAT : QU'EN FAIT-ELLE ?

1) Elle renforce toujours plus le pouvoir exécutif : limitations des pouvoirs du parlement, liquidation du Sénat, article 16, réforme régionale, renforcement des pouvoirs du préfet ou du recteur, suppression de l'éligibilité d'un nombre croissant de charges (dans le ministère des affaires sociales, le conseil supérieur de la magistrature, etc...).

2) Elle renforce l'efficacité et la rapidité de sa justice : projet de suppression de la collégialité et nomination d'un juge unique, création de la cour de sûreté de l'état, extension de la garde à vue, etc...

3) Elle étend de manière accélérée l'appareil répressif : dissolution des groupes d'extrême gauche et du P.C.M.L.F., croissance des effectifs policiers par Debré, grandes manœuvres militaires anti-guérillas, interdiction des manifestations (15 Novembre, 1^{er} Mai), arrestations préventives (la veille du référendum 5.000 places avaient été préparées dans les établissements pénitentiaires), rafles, fouilles de voitures, perquisitions à domicile, expulsions d'étrangers, apparitions dans les facultés (ex : les appariteurs nazis de Vincennes), intervention des C.R.S. dans les campus (Nanterre) les usines (Hachette, E.D.F.), licenciements massifs de militants ouvriers, projet d'un service « national », renforcement du S.D.E.C.E. (qui s'est illustré par le meurtre de Ben Barka et dispose de 1.500 agents et du XI^e bataillon de parachutistes basé à Perpignan et à Calvi), décrets de Décembre 59 permettant la réquisition des travailleurs dans les secteurs-clés de l'économie « en cas de menace sur la sécurité du territoire » et la possibilité d'utiliser la juridiction militaire contre les récalcitrants, rapatriements des harkis, etc...

C'est volontairement que nous avons détaillé cette accumulation de mesures : il s'agit de la préparation du cadre institutionnel légal, justifiant dans le cadre du régime, la résolution brutale de la contradiction qui oppose les monopoles à la classe ouvrière. Le bond qualitatif de cette accumulation quantitative c'est la dictature terroriste ouverte : c'est le fascisme.

Aujourd'hui on en met en place le cadre à pas feutrés : c'est la fascisation. Nier la fascisation c'est nier l'évidence et ceci d'autant plus que tout ce processus s'appuie sur l'orchestration de la pression idéologique : censure à la radio, suppression de journaux (Tricontinentale, Le Point), de livres (celui de Marighela), mise en avant de « l'intérêt national », de « la nouvelle société », de « la concertation », de « la participation », etc...

Analysons maintenant le deuxième aspect de la contradiction principale.

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE : DOMINATION REVISIONNISTE ET COMBATIVITE CROISSANTE

Avec la crise monte la combativité ouvrière : grèves sauvages éclatant à la base, débordant les appareils syndicaux réformistes ou révisionnistes, occupations d'usines avec séquestration du singe, enthousiasme des jeunes.

A cela le fascisme a une réponse : la rafale de fusil-mitrailleur ! La démocratie bourgeoise elle y a apporté une double réponse : les contrats de progrès et le révisionnisme en bref la collaboration de classe. Le développement de celle-ci dans une offensive démagogique caractéristique est le deuxième aspect de la fascisation. Elle se marque par « la concertation » à tous les niveaux, « la participation » en faculté, « l'actionnariat ouvrier » à Renault, la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, les contrats de progrès dont l'objectif est d'enfermer la classe ouvrière dans un corset en échange de quelques miettes immédiates.

La S.N.C.F. est un bon exemple de cette collaboration ; le protocole du 10 juillet 69 accorde aux syndicats 90 permanents payés dont 29 à la C.G.T. et 22 à la C.F.D.T... au total 792-794 heures. Quoi d'étonnant puisque les transports sont l'un des secteurs vitaux d'un état moderne avec les secteurs énergétiques (E.D.F., etc...). Les monopoles achètent la paix sociale.

FASCISTES...

LE ROLE DES REVISIONNISTES

Leur stratégie est de conquérir le pouvoir par les élections pour instaurer une phase nouvelle de la démocratie bourgeoise : la démocratie avancée.

Leur tactique c'est l'alliance au sommet avec la S.F.I.O. et le front syndical commun avec les syndicats réformistes. Ce sont les concessions aux couches moyennes sous prétexte de leur opposition aux monopoles. Pour ne pas les effrayer les révisionnistes sabotent logiquement les luttes ouvrières, isolent les grèves, (E.D.F., R.A.T.P.), capitulent (S.N.C.F.), etc...

Un aspect important de leur tactique est d'isoler par tous les moyens l'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière en se servant des affrontements en faculté (meeting S.N.E.S.-Sup. Nanterre) ou des provocations fascistes (ainsi le discours de Marchais après l'attentat fasciste contre la maison de Lénine, rue Marie-Rose à Paris). Leur tactique est donc la même que celle des monopoles.

Ils embellissent enfin la démocratie bourgeoise : « Une politique antimonopoliste conséquente, conduite par un pouvoir faisant appel à la participation active des larges masses populaires, permettrait à la démocratie de se développer toujours plus. La démocratie doit être une création continue, approfondissant et élargissant sans cesse les conquêtes économiques, sociales et politiques des travailleurs ».

Comme le montre l'histoire de ces dernières décennies, ce sont les classes exploiteuses qui redoutent la démocratie. Les travailleurs, le peuple, voient en elle, au contraire la condition décisive de la réalisation de leurs aspirations ».

(Manifeste de Champigny).
Ils prônent le passage pacifique au socialisme : «... mais les communistes français orientent résolument toute leur activité pour créer les conditions favorables à un passage pacifique au socialisme et ils travaillent à gagner la majorité du peuple à la lutte pour cette perspective ».

(Manifeste de Champigny).
Ce faisant ils engendrent des illusions dangereuses pour la classe ouvrière. Ils lui insufflent le pacifisme en la démobilisant. Par leur alliance au sommet ils la mettent à la remorque des dirigeants corrompus de la S.F.I.O. Or toujours en cas de lutte de classe ouverte les dirigeants sociaux-démocrates ont choisi le camp des monopoles : ainsi l'a fait la social-démocratie allemande en refusant le Front Unique ouvrier, ainsi l'a fait Guy Mollet en appelant De Gaulle en 58 et en s'opposant par la radio à l'appel de Thorez.

Les révisionnistes sont les représentants de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière : le P.C.F. comme la social-démocratie allemande en son temps, place la classe ouvrière en position de faiblesse et fait le lit du fascisme.

« NE PAS ROMPRE LE FIL DE L'HISTOIRE » (Mao Tséoung)

Faiblesse de la bourgeoisie, faiblesse de la classe ouvrière, crise économique prolongée, aggravation de tous les antagonismes sociaux, essor impétueux des luttes contre l'impérialisme, luttes féroces entre impérialismes rivaux, telles sont les conditions qui ont présidé à l'avènement du fascisme dans les années 30 et qui se retrouvent aujourd'hui.

L'histoire nous montre qu'en Italie et en Allemagne le fascisme est formé de deux composantes majeures :

— d'une part la recherche par les monopoles d'une forme d'état qui leur permette de résoudre à leur profit la contradiction fondamentale qui les oppose à la classe ouvrière dans une période de crise ;

— d'autre part d'un mouvement de masse de la petite bourgeoisie, plongée dans la misère par l'aggravation des contradictions du capitalisme monopoliste et qui se révolte sur des bases idéologiques caractéristiques de sa position intermédiaire : « anti-capitaliste » et « anti-communiste ».

La première composante est en voie de réalisation : les monopoles préparent la répression dans le cadre légal.

La deuxième ne l'est pas : la différence historique de taille de notre époque c'est la rupture dans le front des classes de l'alliance de la haute et moyenne bourgeoisie avec la petite bourgeoisie contre le prolétariat depuis la Commune de Paris (l'armée paysanne de Versailles écrasant les communards).

Aujourd'hui le mouvement radical des paysans pauvres, une partie des commerçants et artisans contestataires, la plus large part du mouvement étudiant progressiste échappent à la bourgeoisie. Encore que...

Encore que ces couches soient traversées de courants contradictoires (Nicoud : « le capitalisme et le communisme sont nos deux ennemis »), encore

que se développe un lumpen prolétariat avec l'extension du chômage, encore qu'existent parmi les rapatriés d'Afrique du Nord des fractions importantes encore arriérées, d'un anti-communisme virulent (tenants de l'Algérie française).

Il y a là entre la bourgeoisie en quête de base de masse et le prolétariat une course de vitesse. Cette course de vitesse aussi pour la construction du Front Uni fait partie de la fascisation.

L'UTILISATION DES GROUPES FASCISTES

En Allemagne le N.P.D. subventionné par l'Union Fédérale des Associations patronales, la Deutsch Shell, etc... est passé de 473 adhérents en 1964 à 40.000 en 1969.

Dans notre pays les masses ont fait l'expérience historique du nazisme. Le fascisme sous cette forme est discrédité. Il en cherche de nouvelles ; ainsi les C.D.R., bras direct des monopoles. Quant aux autres groupes fascistes : Jeunesses Patriotes et sociales de Holleindre, Rénovation Nationale de Sidos, l'œuvre française de Malliarakis, le Mouvement Jeune Révolution ils ne peuvent avoir d'autonomie par rapport au capital financier. La preuve en est éclatante quand on analyse les liens du groupe Ordre Nouveau (base : les 60 militants du G.U.D. à Assas) qui avait la prétention de tenir un meeting le 26 février à la Mutualité avec le N.P.D.

Ordre Nouveau fut fondé en novembre 69 par Susini et Galvaire. Susini est un ancien du R.P.F., puis de l'O.A.S. et a été amnistié en août 68. Galvaire est un ex-membre du bureau politique de l'Alliance républicaine de Tixier-Vignancourt. Il est en relation avec le bulletin « Est-Ouest » organe créé en 1947 par un personnage sans éclat à l'origine de tous les groupements anti-communistes depuis 30 ans : G. Albertini qui fut emprisonné en 1945 pour collaboration, avec le banquier Worms Albertini est notamment à l'origine du lancement politique et financier des C.D.R. en Mai 68 et notamment du premier des C.D.R. celui de Toulouse dirigé par Sanguinetti.

Susini, Albertini, Sanguinetti ont des liens financiers et politiques.

Quant à Duprat « proche compagnon d'armes » de Galvaire l'a de tout temps été chargé du recrutement de mercenaires pour le compte du Portugal et ce en relation avec Foccart.

Le groupe fasciste Ordre Nouveau est donc lié directement par ses chefs à l'aile fascisante de la bourgeoisie monopoliste. Ils n'en sont que de simples auxiliaires permettant par la provocation d'amener l'avant-garde sur le terrain de propagande des monopoles. Leur développement doit être écrasé dans l'œuf.

FASCISATION N'EST PAS FASCISME

Répetons-le encore une fois car il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre !

Il est vrai cependant que nous n'avons pas toujours fait la distinction nécessaire et que cela a semé la confusion dans nos rangs. Nous n'en prendrons pour preuve que le titre de l'éditorial du n° 6 de « Front Uni » intitulé : « Exploitation, racisme, fascisme ne briseront pas l'unité des travailleurs ».

Il est vrai aussi que cette confusion a des racines dans l'histoire du mouvement ouvrier français. En témoigne cet extrait du discours de Manouïlski devant la XI^e session plénière du C.E. de l'Internationale Communiste en 1931.

« Camarades il faut dire franchement que le fait de décliner constamment le mot « fascisme », d'opposer le fascisme à la dictature bourgeoise comme une chose « en soi » sans y mettre un contenu historique de classe concret, montre que les camarades tout en se plaçant entièrement sur la ligne de l'Internationale communiste, ne se sont pas encore entièrement débarrassés de l'influence libérale de l'agitation que la social-démocratie fait sciemment autour de la forme fasciste de la dictature bourgeoise pour tromper les grandes masses. (C'est un peu de notre faute à tous).

Par exemple, pour caractériser le fascisme en France, on a cité le cas si monstrueux d'un maire communiste qu'on n'a pas laissé entrer dans sa mairie (bruits, rires) ; ou bien les camarades hollandais, le camarade De Vries entre autres, qui, pour prouver la fascisation en Hollande, a cité comme exemple que deux communistes (chose extraordinaire pour les Hollandais) ont déjà été condamnés à 3 mois de prison (hilarité générale). Et bien, il me semble que ce sont là des arguments trop faibles pour prouver la fascisation. Combattez la dictature bourgeoise dans votre pays, cela vaudra mieux que de jouer avec le « fascisme ». (Le P.C.F. devant l'Internationale, p. 83).

Il est parfaitement vrai qu'aujourd'hui crier au « fascisme » reviendrait à farder la démocratie bourgeoise, à détourner la classe ouvrière de sa

FASCISATION...

cible principale l'état monopoliste pour l'engluer dans la défense des libertés démocratiques, à nous ranger aux côtés d'Edgar Faure dans sa querelle contre les C.D.R.

Une autre déviation droitière énonce que « seul nous intéresse dans la constitution bourgeoise ce qui est utile au peuple » et que nous en défendons seulement « les aspects démocratiques ». Cette théorie revient à nier le caractère de classe de la constitution dans son ensemble et dans chacun de ses paragraphes. Une constitution codifie la dictature bourgeoise. On ne peut séparer un paragraphe de l'autre. Ne recommandons pas l'erreur du camarade Aidit, assassiné par la clique Suharto-Nasution, qui expliquait que le pouvoir de Soekarno comportait deux aspects : l'un « utile au peuple, l'autre nuisible » ce qui revient à embellir la dictature de la bourgeoisie nationale et à désarmer le parti communiste. Le P.K.I. a payé de 500.000 morts une telle erreur !

Fascisme et démocratie bourgeoise sont deux phases de la dictature bourgeoise. L'aspect dominant aujourd'hui c'est la démocratie bourgeoise : la fascisation c'est toujours la démocratie bourgeoise. Chacun de ces deux aspects est représenté par deux ailes de la bourgeoisie monopoliste : l'aile fascisante par Debré, Sanguinetti, Chalandon, Foccart... l'aile libérale par Faure, Duhamel, les deux ailes travaillent au même but. Seule les séparent des divergences tactiques.

AUJOURD'HUI QUEL EST LE CHOIX ?

« Aujourd'hui dans une série de pays capitaliste, les masses travailleuses ont à choisir concrètement, pour l'instant présent, non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme ».

(Dimitrov).
Disons le clairement : cette situation n'est pas encore la nôtre. Notre ennemi reste la démocratie bourgeoise en voie de fascisation, nos luttes sont à caractère anti-capitaliste et notre tactique l'offensive classe contre classe !

Les camarades d'Amiens ont parfaitement raison quand ils écrivent : « la lutte, actuellement, contre le danger fasciste c'est la lutte contre toute tentative de répression (« démocratique » ou pas), c'est créer dès maintenant par l'offensive, le rapport de forces favorables qui nous permettra de mettre en échec le recours au fascisme lorsque le grand capital s'y verra enfin acculé ; c'est enfin extirper et écraser les groupuscules fascistes qui attendent leur heure (c'est-à-dire le feu vert du capital).

En attendant il faut mépriser ce misérable chantage au fascisme, qui risque de donner libre cours, parmi nos sympathisants voire nos camarades, au pessimisme et à des théories erronées, mettant au premier plan l'exigence de la sécurité et de « la préservation de l'avant-garde » (c'est « la théorie de la survie » de Liou Shao Shi) au détriment de l'offensive résolue ».

L'action des C.D.H.R. d'Aix-en-Provence est exemplaire sur ce point.

La fascisation c'est la caractéristique d'une situation tactique complexe où la bourgeoisie mise sur les deux tableaux et garde encore des cartes de rechange (comme celle de Jean-Jacques Servan Schreiber). Il n'en reste pas moins que la bourgeoisie se prépare à devancer les luttes. Dans ce sens il y a une carte et une seule carte ultime : le fascisme.

Et ceci d'autant plus que la crise s'accroît à l'échelle internationale. Les récents développements au Laos et au Cambodge nous montrent encore que « soit la guerre engendrera la révolution soit la révolution conjurera la guerre ». Les monopoles français l'ont bien compris, qui ont les meilleures relations avec Franco et les colonels grecs.

« IL CHANTE BIEN MAIS VOYONS OU IL SE PERCHE » (Lénine)

Toute l'analyse de l'évolution de l'appareil d'état appuyée sur l'offensive idéologique de collaboration de classe le montre : la fascisation est un fait. En nier l'existence c'est désarmer les militants, faire le jeu de l'ennemi. C'est sous prétexte qu'il s'agit d'une simple répression de style « démocratique bourgeoise » passer à l'offensive sans les masses, couper le front de l'arrière, privilégier l'action de commandos sur l'implantation patiente c'est surtout refuser de préparer l'avenir.

Comprendre la fascisation c'est comprendre le travail prolongé (ce qui n'a rien à voir avec le repli sur soi et la planque) et forger l'instrument de la lutte : le parti léniniste. Nier la fascisation c'est favoriser le légalisme, c'est attaquer indirectement la construction du parti léniniste liant les dirigeants à l'ensemble du parti, le parti aux masses, le travail légal au travail illégal. L'attaque contre la fascisation est en dernier ressort une flèche veni-

meuse contre les normes léninistes du parti, la centralisation au profit d'illusions sur les choix ultimes que fera la bourgeoisie. Ligne de gauche en apparence c'est une ligne de droite en réalité.

D'autres camarades eux prétendent que la fascisation est un « nouveau concept » qui n'a rien à voir avec l'histoire du mouvement ouvrier et que nous inventons là une troisième forme de l'état bourgeois.

La fascisation est une forme de la démocratie bourgeoise. Nous l'avons dit et redit ! Quant au nouveau concept, voyons Dimitrov :

« Avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois, passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme ».

Cette série d'étapes préparatoires c'est tout simplement la fascisation. Mais Dimitrov n'emploie pas ce mot dirons nos irréductibles ! Soit ! Continuons la guéguerre des citations :

« On ne peut donc pas considérer qu'il existe une opposition entre la démocratie bourgeoise contemporaine, le fascisme et la social-démocratie. La démocratie bourgeoise contemporaine et la social-démocratie dissimulent le caractère contre-révolutionnaire de la réelle politique bourgeoise et par conséquent jouent le rôle de facteur actif de la fascisation de l'Etat capitaliste ».

(Le P.C.F. devant l'Internationale, p. 20).

A moins que pour ces camarades le P.C.F. ait été révisionniste en 31, révisionniste dès sa naissance ? Autant dire alors qu'il est impossible de construire un parti M.-L. puisque dès la naissance de ce parti la lutte entre la voie bourgeoise et la voie prolétarienne existe. C'est là que gît le lièvre : ces camarades ont une conception idéaliste de la construction d'un parti.

Ceci dit, le phénomène de la fascisation étant posé comme un fait existant, réel, indépendamment de notre volonté deux pratiques ont pu en découler dans nos rangs :

— l'une, droitière prenant le secondaire pour le principal, faisant de la fascisation l'axe central de tout propagande, passant de la fascisation au fascisme, fondant la démocratie bourgeoise et aboutissant en fait, sous prétexte de travail prolongé, à se terrer craintivement dans les masses. Ceci doit être corrigé radicalement sans pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ;

— l'autre liant dialectiquement fascisation et montée des luttes populaires, s'appuyant sur celles-ci pour combattre celle-là, expliquant la nécessité de la violence de classe, liant les luttes quotidiennes et la propagande pour la prise du pouvoir central d'état, préparant les choix probables de la bourgeoisie en forgeant le parti léniniste.

« Qui ne craint pas les coups d'épée, ose désarçonner l'empereur » (Mao Tséoung).

Lutter contre la fascisation exige d'arracher de larges pans de la classe ouvrière aux révisionnistes en l'organisant pour la lutte classe contre classe !

Lutter contre la fascisation exige de forger un véritable parti léniniste, détachement organisé d'avant-garde de la classe ouvrière, parti illégal, parti de militants, parti centralisé et discipliné !

YVON.

AU TCHAD, NOUVELLES PERTES FRANÇAISES

Les « autorités » militaires de l'armée française ont annoncé récemment la mort au combat de 5 militaires français appartenant à des unités parachutistes.

Les pertes éclairent sous un jour nouveau les déclarations vieilles de quelques semaines de Michel Debré annonçant la résorption rapide de la guerre.

Le fiasco de Tombalbaye n'est pas près de pouvoir se passer de ses maîtres.

Armée française hors du Tchad ! Impérialisme français hors du Tchad !

Vive la lutte armée des populations tchadiennes ! A bas l'impérialisme français !

L'écrivain américaine Anna Louise Strong vient de mourir à Pékin.

Anna Louise Strong, célèbre écrivain progressiste américaine, est décédée ce soir à Pékin, à l'âge de 84 ans, à soins prodigés.

Chou En-laï, premier ministre au conseil des affaires d'Etat, Kouo Mo-Jo, vice-président du comité permanent de l'assemblée populaire nationale, ainsi que des camarades et amis américains et d'autres pays résidant à Pékin, lui ont rendu visite durant son hospitalisation.

Anna Louise Strong était venue s'établir définitivement en Chine en 1958 ; elle a publié de nombreuses lettres populaires à la Chine socialiste et la grande révolution culturelle prolétarienne ; la simplicité et le style vivant de ses lettres étaient remarquables et aidèrent beaucoup à leur diffusion. Ses écrits ont fortement contribué ici à l'amitié avec la Chine.

DE MADRID A BANGKOK

Six années de trahisons révisionnistes

Parmi les calomnies déversées contre le Parti Communiste Chinois et les marxistes-léninistes, il en est une qui est encore dans toutes les mémoires : « Les dirigeants chinois poignardent dans le dos le combat des communistes, espagnols, allemands, iraniens, etc... qui luttent dans une dure clandestinité, contre la répression policière et fasciste ».

Angela Grimau, parlant au nom du P.«C.»E., au 17^e congrès du parti révisionniste français avait été jusqu'à dire (« Humanité » blanche du 19 mai 1964).

« Les dirigeants chinois stimulent et financent une poignée de renégats... pour tenter de semer la division. Faire cela avec un parti qui lutte dans une clandestinité complète est un acte particulièrement odieux, c'est un coup de poignard dans le dos. Là où ces manœuvres ont trouvé un écho, c'est dans la presse officielle de Franco, dans sa radio, dans sa télévision ».

Qu'on nous excuse de cette longue citation. La veuve abusive de Julian Grimau, si elle relit ses phrases, qu'elle prononça voici six ans bientôt, pourra faire — au moins devant sa propre conscience — une sérieuse autocritique.

De nombreux camarades marxistes-léninistes espagnols, tels les camarades Paulino GARCIA MOYA, Angel CAMPILLO FERNANDEZ, et d'autres, crouissent dans les prisons franquistes. D'autres, plus nombreux chaque jour, se sont levés et luttent pour abattre le régime fasciste.

Mais pendant ce temps... les navires russes et polonais ont amené dans les ports espagnols le charbon rendu indispensable par la grève des mineurs des Asturies. Indispensable pour Franco, bien sûr.

Questionné sur ce point, Duclos n'a pu que répondre en substance : « Après tout, puisque de toutes façons, l'Espagne franquiste aurait acheté du charbon, autant que ce soit à l'U.R.S.S. et à la République « populaire » de Pologne ».

Puisque Angela Grimau et les siens qualifiaient de « renégats » les communistes restés fidèles au marxisme-léninisme, peut-on savoir comment ils qualifient l'action du marchand de charbon Brejnev et de son bonimenteur Duclos ?

Et peut-on savoir aussi ce qu'ils pensent de la visite du ministre des affaires étrangères franquistes Lopez Bravo, à Moscou, en janvier dernier ? Et quelle est donc leur opinion sur l'annonce officielle, le 30 mars dernier, de l'installation d'une « délégation permanente de la marine marchande soviétique » à Madrid ? Il paraît que ce fait nouveau est motivé par l'extension des rapports maritimes soviéto-franquistes.

La presse nous apprend d'ailleurs l'imminence de la conclusion d'autres accords. (Sur la création d'une ligne aérienne régulière Madrid-Moscou et sur la concession d'une base de pêche par l'Espagne à l'U.R.S.S., dans les îles Canaries). D'ores et déjà, de navires usines de la flotte de pêche soviétique stationnent à Puerto de la Cruz, Grandes Canaries.

Il paraît que le P.«C.» Espagnol, révisionniste, n'est pas content. On le comprend. Il est dans la position du monsieur qui a craché dans le vent. De toutes façons, que valent ses critiques partielles, tardives et circonstanciées, en regard de sa participation active au concert anti-chinois ?

Les dirigeants révisionnistes espagnols pourront peut-être se consoler en constatant qu'ils ne sont pas les seuls dans cette peu enviable posture. Leurs « camarades » iraniens ne sont pas mieux lotis, malgré la servilité des dirigeants du parti Toudeh à l'égard de Khrouchtchev, puis de Brejnev.

Après les fournitures d'armes et de matériel industriel lourd, après les prêts de centaines de millions de dollars au gouvernement terroriste du Chah d'Iran, le président du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., Nikolaï Podgorny, vient d'effectuer une visite officielle en Iran.

L'accueil des dirigeants iraniens à Podgorny a été chaleureux. On les comprend.

En effet, le « camarade » Podgorny a, selon la presse, « longuement rendu hommage au Chah et au gouvernement iranien », et, « affirmé que la coopération irano-soviétique était l'un des piliers de la paix au Moyen-Orient ».

Quelle paix ? A cela, « Le Monde » répond, le 31 mars dernier, dans son éditorial :

« Dans le cadre régional, l'Iran, qui entretient d'excellentes relations avec les émirs du golfe Persique, pourra, après le retrait des forces britanniques, en 1971, jouer un rôle prépondérant dans cette région ». (Pour tenter de préserver les positions impérialistes menacées par la lutte du front populaire de libération du golfe arabe).

ERFURT : UNE RÉUNIFICATION QUI VIENT DU FROID

La diplomatie ouest-allemande fait beaucoup parler d'elle, ces temps-ci. Après des années d'immobilisme, elle multiplie les « ponts » en direction de l'Est européen.

Cette politique ne date pas de l'accession de la social-démocratie à la direction de l'Etat de Bonn. En effet, l'établissement de relations diplomatiques avec la Roumanie, leur rétablissement avec la Yougoslavie, les sondages à Moscou, Varsovie et Prague furent des initiatives du gouvernement Kiesinger. Brandt n'a fait que s'engouffrer dans la voie ouverte par son prédécesseur.

La raison en est que l'impérialisme ouest-allemand, que son personnel politique dirigeant soit chrétien-démocrate ou « socialiste », — a toujours cherché à reconquérir la position dominante qu'il avait jadis en Europe Centrale et Orientale.

Le développement des crises entre pays dominés par les révisionnistes et le fiasco économique de certains de ces pays, comme la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'U.R.S.S. elle-même, offrait un terrain favorable aux intrigues de Bonn. Encore fallait-il procéder avec discrétion. Pour avoir négligé cette nécessité, les dirigeants ouest-allemands durent procéder à un repli tactique précipité en Tchécoslovaquie, devant la réaction violente du social-impérialisme russe.

Ce dernier s'est accommodé depuis longtemps de la pénétration économique dans les pays ex-socialistes (y compris l'U.R.S.S., où les monopoles ouest-allemands, Krupp en tête se sont assurés de solides positions). Mais il ne tolère que ce qu'il estime pouvoir contrôler politiquement, d'où sa réaction brutale, à l'égard de la clique Dubcek.

Après avoir laissé passer l'orage tchécoslovaque, les dirigeants ouest-allemands ont repris leur politique de pénétration vers l'Est, dont l'entrevue du 19 mars à Erfurt n'est que le dernier et plus spectaculaire épisode.

En effet, dès l'accession de Willy Brandt à la chancellerie, c'est en direction de Moscou qu'il relança en premier lieu la « négociation », puis en direction de Varsovie, isolant ainsi la R.D.A. de ses « alliés » du Pacte de Varsovie.

La puissance renaissante de l'impérialisme ouest-allemand lui permet de parler désormais tant et ferme avec les dirigeants révisionnistes russes et polonais, dont l'économie connaît des difficultés sérieuses.

Mais, contrairement à la plupart des pays à direction révisionniste, la R.D.A. est relativement prospère économiquement parlant. Les « managers » révisionnistes est-allemands ont édifié une économie moderne, basée sur une industrie à la pointe du progrès technique, qui n'a plus rien à voir avec le socialisme, mais qui assure à la R.D.A. une position prépondérante parmi les pays à direction révisionniste.

En Espagne, comme en Iran, comme en Amérique Latine, ainsi que nous l'avons souligné en d'autres occasions, les dirigeants sociaux-impérialistes russes et leurs valets de Varsovie, de Berlin-Est ou de Sofia collaborent activement au maintien de l'ordre impérialiste, se substituant, le cas échéant, aux impérialistes américains défaits.

Ils vont même jusqu'à signer des accords commerciaux avec des cliques fantoches en lutte contre les peuples vietnamien et laotien, — et contre leur propre peuple. Ainsi, l'Agence France Presse rapporte que :

« La Thaïlande et l'U.R.S.S. ont signé, le 26 mars, un projet d'accord commercial qui sera ratifié ultérieurement à Moscou et à Bangkok. Du côté thaïlandais, on souligne à cette occasion que l'accord renforce les relations entre les deux pays et favorise les exportations de la Thaïlande ».

Depuis le jour où Angela Grimau, jouant, après tant d'autres, les perroquets du social-impérialisme russe, a lancé sa stupide calomnie anti-chinoise et anti-marxiste-léniniste, le processus de la trahison révisionniste s'est accéléré.

Aujourd'hui, la sainte alliance soviéto-yankee contre les peuples en lutte pour la libération nationale et le socialisme se manifeste au grand jour, dans les faits, à Madrid, comme à Téhéran, à Bangkok ou à Rio de Janeiro.

Mais les roquets Marchais, Leroy et Cie continuent de rassasser les mêmes sottises qu'en 1964.

Camarades communistes encore trompés par eux, prenez connaissance de ces faits, vérifiez-les, et... concluez.

Dès lors, qui pourrait empêcher la R.F.A., pays capitaliste le plus puissant en Europe Occidentale et la R.D.A., pays à direction révisionniste le plus puissant en Europe Centrale, de rechercher un modus-vivendi. Le but, pour l'impérialisme allemand, à savoir la domination de l'Europe occidentale

grâce au Marché commun et celle de l'Europe Orientale et centrale grâce à la pénétration économique dans les pays à direction révisionniste —, pouvait être atteint encore mieux, si les deux Allemagnes « se rapprochaient » l'une de l'autre, le poids de la R.F.A. devant en toute hypothèse, faire pencher la balance du « bon » côté.

Envolée la doctrine Hallstein selon laquelle le gouvernement de Bonn prétendait parler au nom de toute l'Allemagne. Envolée aussi, la dénonciation des militaristes et des revanchards allemands, dont Moscou, Varsovie et Berlin-est faisaient l'alpha et l'oméga de leur propagande. L'Allemagne de Willy Brandt n'a pourtant pas changé.

Mais Erfurt vaut bien une messe.

A vrai dire, le rapprochement économique était déjà chose faite depuis longtemps, du point qu'à l'Est on désigne la R.D.A. comme « septième membre du Marché commun ».

Bien sûr, à Erfurt, et au printemps prochain à Cassel (R.F.A.) certains problèmes ne pourront être réglés, tels celui de Berlin-Ouest. Gageons qu'ils seront mis au frigidaire, car l'instauration officielle de rapports privilégiés entre les deux Allemagnes constitue déjà un grand succès pour Bonn, succès qui, soit dit en passant, modifie aussi les rapports de force entre l'Allemagne Occidentale et les autres états impérialistes. Certes, aucun progressiste ne peut méconnaître l'aspiration du peuple allemand à l'Unité. Mais l'« unité » du « socialisme » Willy Brandt et du « communiste » Willy Stoph ne présage rien de bon pour le peuple allemand et les autres peuples d'Europe.

Pour la première fois depuis 1944, le « Deutschland über alles » a retenti sur la place d'appel du camp de Büchenwald. Ironie de l'histoire, ce chant qui fut l'hymne du grand Reich de Guillaume et de Hitler, (et qui est aujourd'hui celui de la R.F.A.) y a été joué par la fanfare de l'Armée « populaire » de la R.D.A. Singulière préfiguration de ce que contient en puissance, la retrouvaille d'Erfurt.

Un seul point, mais capital, pêche, dans le beau plan de l'impérialisme allemand, toujours aussi « sûr de lui-même et dominateur », malgré les leçons sanglantes de l'histoire : le peuple allemand, à l'Est comme à l'Ouest, n'est plus disposé à jouer les fondés de pouvoir en Europe, de l'impérialisme américain ou du social-impérialisme russe (ou des deux). Il est encore moins disposé à se faire embrigader sous les sanglants étendards nostalgiques du Reich grand-allemand. Le général Schnetz, inspecteur général de la Bundeswehr se plaignait récemment du manque d'esprit militariste des jeunes recrues ouest-allemandes. Quant à la R.D.A., l'armée « populaire » a été très vite retirée des districts tchécoslovaques qu'elle avait occupés en août 1968, en raison notamment de son manque évident d'enthousiasme à participer à cet acte de brigandage que fut l'agression révisionniste contre la Tchécoslovaquie.

En Allemagne, à l'est comme à l'ouest, une avant-garde révolutionnaire, dirigée par le K.P.D.M.L. (Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Allemagne) se forge et se renforce chaque jour. En Allemagne occidentale, les grèves dites sauvages de l'année dernière ont donné un nouvel éclairage au fameux « miracle allemand ».

En R.D.A., l'opposition révolutionnaire aux dirigeants révisionnistes s'est affirmée depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie.

Cette attitude du peuple allemand, et la lutte révolutionnaire des autres peuples d'Europe déjoueront les plans de domination des héritiers de Krupp, Thyssen et Cie, quelques soient leur force apparente, leurs supercheries de toutes sortes et la trahison des dirigeants révisionnistes de l'U.R.S.S., de la Pologne et de la R.D.A.

Le grand Reich est mort dans les ruines du Reich-tag en 1945, sous les coups de l'Union Soviétique et de son armée rouge dirigées par le camarade Staline.

Malgré les efforts des impérialistes de Bonn et des révisionnistes de la R.D.A., il ne renaîtra pas. Ni à Erfurt, ni ailleurs. Les peuples d'Europe, à commencer par le peuple allemand, y veilleront.